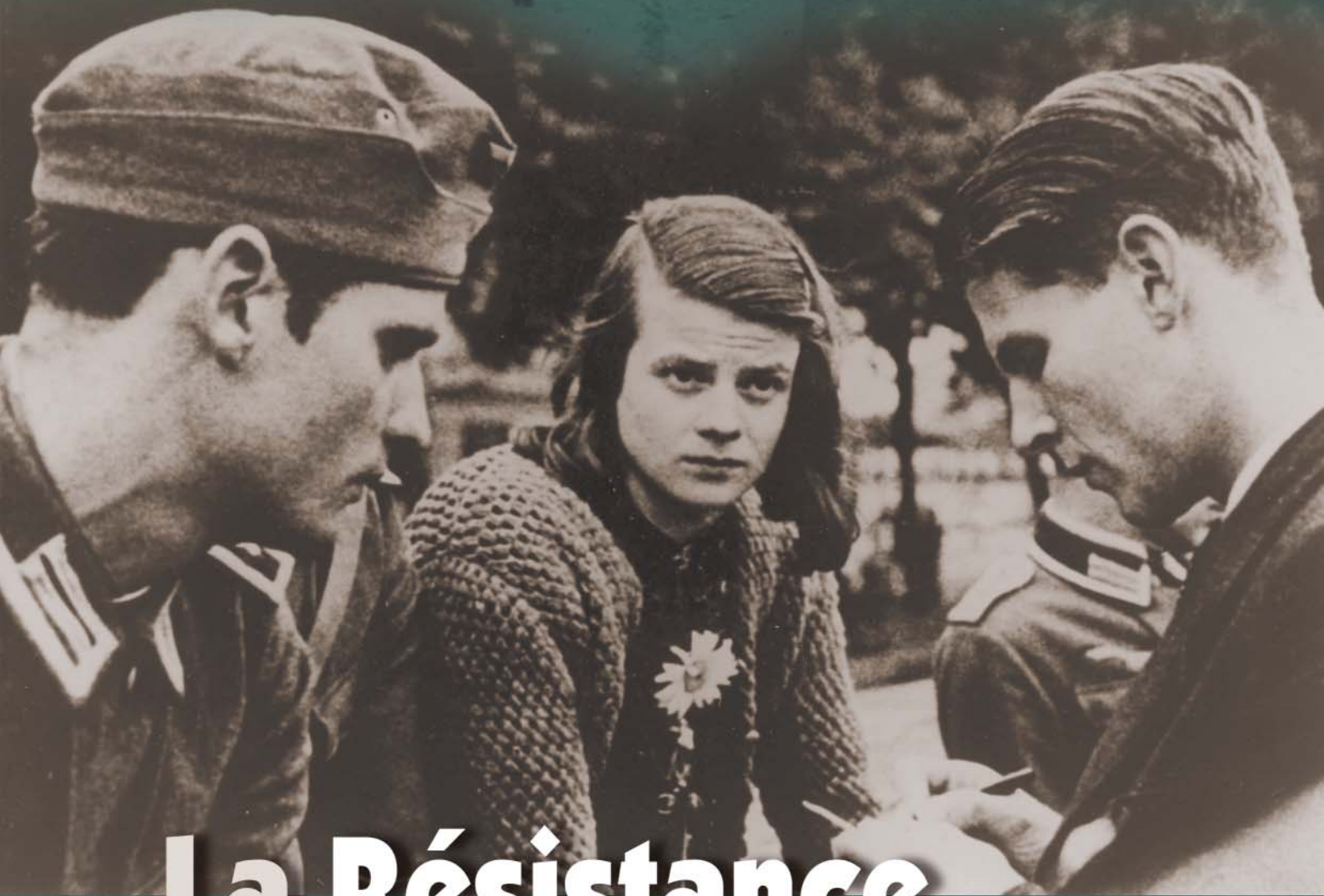


LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République

N° 42 - septembre 2005 - 4,50 €



**La Résistance
contre le nazisme
en Allemagne**

COLLOQUE « LA RÉPRESSION À L'ÉTÉ 1944 » À SAINT-AMAND-MONTROND LE 8 JUIN 2005

Le 8 juin dernier, s'est tenu à Saint-Amand-Montrond (Cher) un colloque organisé par la Fondation sur « La répression à l'été 1944 ». Ce thème était choisi en raison de ses fortes résonances locales : en juillet 1944, des dizaines de juifs de Saint-Amand-Montrond ont été massacrés, jetés vivant dans le puits de Guerry. Mais l'ambition était de l'aborder à différentes échelles : départementale, régionale et nationale, afin d'enrichir mutuellement les approches. Les logiques générales de la répres-

sion menée par les Allemands et par l'État français à l'été 1944 ont d'abord été présentées par le Dr Peter Lieb et Pierre Laborie respectivement. Puis des historiens du Cher, Benoît Thiault et Jean-Louis Laubry ont abordé les mêmes acteurs à l'échelon départemental, avant que Jean-Yves Ribault ne fasse le point sur la tragédie du puits de Guerry. L'après-midi était réservé aux variables régionales : Jean Quellien et Jean Vigreux ont brossé un tableau de la répression en Basse-Normandie



Vue de la tribune où avaient pris place le sénateur-maire Serge Vinçon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; M. Alain Rafesthain, président du conseil général du Cher et le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance et les intervenants du colloque. DR.

et en Bourgogne, puis Sébastien Chevereau a présenté l'histoire et la mémoire du massacre de Maillé, en Indre-et-Loire, où un mémorial sera prochainement inauguré. ●

Nouvelles d'archives

Dans cette rubrique, nous vous présentons les fonds concernant la Seconde Guerre mondiale récemment versés aux Archives nationales et dans les différents services d'archives du ministère de la Défense qu'ils l'aient été ou non à la suite des actions de sensibilisation de la « commissions archives »⁽¹⁾. Cette rubrique vous informera aussi des fonds rendus accessibles après travail de classement et d'inventaire.

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». En septembre 2001, cette commission a lancé une grande campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la*

Résistance et la Déportation⁽²⁾ diffusé à plus de 70 000 exemplaires.

Ce guide présente les axes de la campagne de sauvetage, les raisons pour lesquelles il faut agir vite pour préserver ces différents types d'archives et la manière de les transmettre.

Depuis l'automne 2002, la « Commission archives » a décidé d'organiser des réunions de sensibilisation en partenariat avec les archives départementales et les services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC). Ainsi, à l'échelon départemental, les membres

de la « commission archives » font une présentation enrichie et pédagogique du contenu du *Guide* s'appuyant sur la projection de pièces d'archives et répondent aux questions que peuvent se poser les détenteurs d'archives.

Grâce à l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽²⁾, inaugurée en octobre 2004, la « commission archives » mène une action de sensibilisation à destination des associations issues de la Résistance et de la Déportation à l'occasion de leurs assemblées générales ou de leurs congrès nationaux. ●

Acquisitions récentes du Centre historique des Archives nationales (été 2004-été 2005)⁽¹⁾

- Fonds Aristide Pierre Jean **Chavonand***, engagé dans la Résistance au sein du mouvement Cochet puis comme agent P2 et chef des liaisons de la Délégation générale du Gouvernement provisoire dans les territoires occupés en 1943-1944 : fausses cartes d'identité, attestations de Résistance, originaux des messages de la Délégation générale, renseignements et bulletins de l'Agence d'informations et de documentation (AID) [don de M. Aristide Chavonand].
- Fonds Simon **Hercenberg**, juif d'origine polonaise engagé dans la RAF : dossiers chronologiques retraçant son activité pendant la Seconde Guerre mondiale et photographies [dépôt].
- Fonds Pierre **Hirsch**, ancien du

mouvement Combat puis des réseaux *Buckmaster Stationer* et *Shipwright* : mouchoirs de codes, cristaux, modes d'emploi pour les postes émetteurs, originaux de messages, liste de terrains d'atterrissage, rapport d'activité et divers documents personnels et familiaux [don de M. Pierre Hirsch].

- Fonds Jeanne et Robert **Reyl** : archives de liquidation du réseau *Manipule* [don de leur fils M. Michel Reyl].

- Fonds Guy **Le Corre** : archives relatives au réseau 57, sous-réseau de *Manipule* (courrier, renseignements transmis à Londres au printemps 1944, documents de liquidation et rapports d'activité) [don de M. Guy Le Corre, par l'intermédiaire de M^{me} Nicole Mercereau].

- Fonds Micheline **Maurel*** : originaux manuscrits de ses poèmes composés à Ravensbrück, lettres concernant Ginette

Hamelin, décédée au camp, et éditions successives du disque reprenant ces textes, mis en musique par Joseph Kosma, *Il faudra que je me souvienne... Ravensbrück* et *La grande nuit (Ravensbrück)* [don de M^{mes} Micheline Maurel et Jany Sylvaire, par l'intermédiaire de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation].

- Fonds Bernard **Iselin** : collection de photographies de la Seconde Guerre mondiale [don de M^{me} Marcelle Iselin].

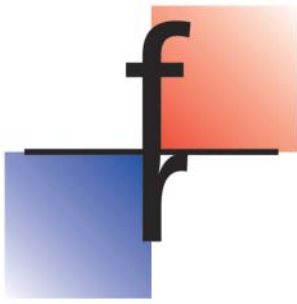
Classements récents du Centre historique des Archives nationales

- Fonds Maurice **Gleize**, premier imprimeur du journal clandestin *France d'abord* en septembre 1941, déporté à Neuengamme : 72 AJ 2315-2318.
- Fonds Simon **Hercenberg** : 72 AJ 2319.
- Fonds Claude **Bouchinet-Serreulles** : 72 AJ 2320-2326.



(1) Les acquisitions résultant directement de la campagne menée par la « commission archives » sont signalées par un astérisque rouge.

(2) Disponible à la Fondation de la Résistance - 30 bd des Invalides 75 007 Paris-01 47 05 67 87.



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

Dossier: Des Allemands contre Hitler

- La Résistance contre le nazisme en Allemagne par Johannes Tuchel, directeur du Mémorial de la Résistance allemande de Berlinp. 4
- Témoignage d'un officier allemand ayant pris part à la Résistance contre le nazisme par Philipp Freiherr von Boeselager.p. 8

L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres

- Vient de paraître p. 14
- À lire p. 14

Autour d'une photographie p. 16

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85

Site internet:
www.fondationresistance.org
Courriel:

fondresistance@club-internet.fr

Directeur de la publication: Jean Mattéoli,
Président de la Fondation de la Résistance

Directeur délégué de la publication:

François Archambault

Rédacteur en chef: Frantz Malassis

Rédaction: Victor Convert, Marie Delaleu,
Marc Fineltin, Benoît Kermoal, Bruno Leroux,
Frantz Malassis, Jean Novosseloff.

Maquette, photogravure et impression:

SEPEG International, Paris XV^e.

Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 16 €.

N° 42: 4,50 €

Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

En mai 1945, la capitulation de l'Allemagne nazie met fin aux hostilités en Europe. Mais dans le Pacifique, les Alliés continuent à se battre contre une armée japonaise fanatisée, soutenue par une population endoctrinée.

La Résistance française, ne l'oublions pas, ne se limitait pas à Londres, aux déserts africains, ou à notre Hexagone. Ainsi, en Indochine, l'emprise de plus en plus importante des Japonais s'accroît avec l'accord des amiraux Darlan et Kato, signé à Vichy le 29 juillet 1941 consacrant le principe d'une défense « franco-japonaise » et l'installation de forces armées nipponnes. Face à cette coalition indigne, des résistants organisent la collecte et la transmission de renseignements et mettent sur pied une résistance armée au sein des maquis d'Indochine.

Le 9 mars 1945, l'armée japonaise montre son vrai visage et attaque simultanément les garnisons et les postes français. Le plus souvent par ruse, elle massacre les représentants de l'autorité française en Indochine qui s'opposent à elle. Dix-huit administrateurs résidents tomberont auprès des populations dont ils avaient la charge, à douze mille kilomètres de la métropole, tandis que de nombreux militaires français et indochinois seront tués dans des conditions atroces refusant de céder leurs places fortes ou en accomplissant des missions de retardement comme le capitaine Annosse, le capitaine de gendarmerie Jean d'Hers, le général Lemonnier, le capitaine Reynier, le colonel Robert, le commandant Soulié...

Cette bataille contre les Japonais s'est poursuivie avec l'aide de la Métropole libérée jusqu'à la reddition décidée par l'empereur Hiro Hito, le 15 août 1945.

Grâce à l'action héroïque des résistants et des troupes françaises contre les Japonais en Extrême-Orient, le général Leclerc, commandant supérieur des troupes françaises en Extrême-Orient, au nom de la France, signe le 2 septembre 1945, l'acte de capitulation du Japon. Ainsi, il y a soixante ans, s'achevait la Seconde Guerre mondiale et son cortège de massacres de populations civiles et de destructions effroyables.

N'oublions jamais le sacrifice de ces héros français et indochinois, massacrés par les Japonais parce qu'ils avaient voulu défendre l'Honneur de la France et la dignité de l'Humanité !



J. Mattéoli

Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance

LES AVEUGLES DE LA RÉSISTANCE

Une plaque commémorative en hommage aux aveugles de la Résistance a été dévoilée le jeudi 19 mai au 58 avenue Bosquet dans le 7^e arrondissement de Paris, qui fut le siège de leur association. On notait la présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles M^{me} Odette Christienne, adjointe au maire de Paris, chargée de la Mémoire, du Monde combattant et des Archives ; M. Yves Aubry, fils de M^{me} Renée Aubry, marraine et membre d'honneur de l'Union des Aveugles de la Résistance (UAR) ; M. Michel Dumont, maire du 7^e arrondissement ; le général d'armée Gobillard, gouverneur de l'Hôtel National des Invalides ; le médecin général Inspecteur Corbé, directeur de l'Institution Nationale des Invalides ; le docteur Pierre Morel, président du Comité d'action de la Résistance et de nombreux présidents d'associations issues de la Résistance et de la Déportation.

Dans son allocution M. Roger-François Clapier, président de l'Union des Aveugles de la Résistance, a rendu un vibrant hommage à l'action et aux souffrances de tous ces résistants aveugles dont le souvenir, grâce à cette plaque, ne s'effacera pas puisqu'elle « rappellera aux passants, qu'aux heures les plus sombres de notre Histoire contemporaine, quelques dizaines d'aveugles et amblyopes, malgré leur handicap, dans un élan de générosité, de dépassement d'eux-mêmes, n'ont jamais désespéré de la France ».

DES ALLEMANDS CONTRE HITLER

Grâce à Christine Levisse-Touzé, directeur du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin (ville de Paris), qui travaille en partenariat avec le Mémorial de la Résistance allemande de Berlin (*Gedenkstätte Deutscher Widerstand*), nous sommes heureux de pouvoir publier l'article sur la Résistance allemande du docteur Johannes Tuchel, directeur de cet institut. Dans sa contribution, il nous rappelle que les premières victimes du nazisme furent les Allemands et que pour certains d'entre eux l'idée même de trahir sa Patrie allait devenir finalement plus supportable que d'être les complices d'un régime qui allait à l'encontre de leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques. Ce sont les destins de quelques-unes de ces consciences en révolte, qui savaient pertinemment que leur geste les mènerait inéluctablement au sacrifice suprême - ne pouvant bénéficier de la complicité de leurs concitoyens, ni d'aucune aide des Alliés - que nous invite à méditer Johannes Tuchel. Nous l'en remercions. Merci aussi à Agnès Triebel, membre de la présidence de l'association française Buchenwald-Dora et kommandos d'avoir assuré pour nous la traduction de ce texte.

Philipp Freiherr von Boeselager, officier d'ordonnance personnel du *feldmarechal* von Kluge, faisait partie des conjurés de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944. Dans une conférence qu'il prononça à l'Institut historique allemand, il nous livre son témoignage sur cet événement.

LA RÉSISTANCE CONTRE LE NAZISME EN ALLEMAGNE

Il ne s'agit pas d'une majorité, mais seulement d'une minorité de la population qui s'engagea dans une résistance active contre le national-socialisme. Quoi qu'il en soit, l'existence même de cette minorité suffit à elle seule pour prouver qu'il était donc possible de choisir entre deux attitudes : accepter la dictature ou s'y opposer. Les recherches menées aujourd'hui sur le sujet ne se limitent pas seulement à réfléchir sur l'existence en général de la Résistance, mais de manière plus spécifique à étudier la marge de manœuvre qui fut la sienne pendant la dictature.

Les Allemands dans l'ensemble adhèrent au national-socialisme, acceptèrent de plein gré de se conformer au régime, s'adaptèrent à la *Volks-gemeinschaft* (communauté du peuple)⁽¹⁾. Ils furent peu nombreux à s'opposer au régime, et cette opposition ne revêtit presque jamais les formes d'une résistance armée comme ce fut le cas dans les pays et territoires occupés par l'Allemagne. Car l'Allemagne n'était pas un pays occupé, mais bien le pays dont les troupes menaient une guerre d'agression et d'expansion territoriale à travers toute l'Europe. La Résistance allemande tenta de démontrer, en paroles et en actes, qu'il existait « une autre Allemagne ».

Ceux et celles qui rallièrent la Résistance eurent, comme le montrent les récentes recherches sur la question des dénonciations, observer la plus grande prudence en Allemagne à l'égard de la police, mais presque plus encore à l'égard de leurs voisins, dont la volonté de faire des excès de zèle n'attendait que la bonne occasion pour noter, consigner et dénoncer chaque fait et geste susceptible d'aller à l'encontre des intérêts du régime. C'est principalement en consultant les archives des centres de police que l'on a retrouvé les nombreux tracts rédigés par la Résistance. En effet, ceux-ci après avoir été lus étaient souvent directement acheminés à la police. Les dénonciations, dans de nombreux cas, conduisirent à des repréailles policières contre des individus qui s'étaient exprimés ou avaient pris position d'une manière ou d'une autre contre

la dictature.

Les formes que revêtit la Résistance allemande ne furent pas les mêmes que dans les pays occupés par l'Allemagne. La volonté de résister au nazisme reposait sur une décision individuelle et sur des motifs très personnels. La plupart du temps, elle découlait d'une série de décisions qui n'avaient pas nécessairement de suite logique. Des interviews réalisées auprès d'anciens résistants et résistantes montrent que nombreux sont ceux qui peuvent dire précisément ce qui les a fait basculer de l'opposition ou de la critique du régime à la résistance active. Néanmoins, nombreux sont également ceux qui ne sont pas en mesure de dire quel événement concret, ni quel moment précis a déterminé leur engagement. Entreprendre avec d'autres une action commune de résistance contre la dictature impliquait et reposait sur une confiance réciproque nécessitant de se regrouper ou, comme on dirait aujourd'hui, de se « mettre en réseau ». Mais dans les circonstances de la dictature, ceci n'était pas simple et le processus de l'établissement du réseau était souvent très complexe. Différents facteurs comme le milieu social, l'âge, les intérêts communs étaient autant de raisons conduisant les opposants à se regrouper entre eux.

Une fois le groupe constitué, s'ensuivait alors de longues discussions pour arriver à accorder les points de vue politiques et les différentes conceptions du monde. Il fallait souvent procéder à l'évaluation du degré d'opposition de chacun avant d'engager l'action à proprement parler. Les grands sujets dont les résistants débattaient au cours de ces discussions étaient la dictature et le monopole qu'elle exerçait notamment sur l'information. Il fallait s'échanger des informations, les comparer à la propagande divulguée et de cette manière, se forger sa propre opinion sur les événements politiques du moment. On le voit bien, la Résistance est étroitement liée au principe de collecte et de redistribution d'informations, voire de rediffusion en masse par voie de tracts. Le recueil d'informations avait de l'importance pour le cercle de résistance lui-même, comme on le voit très bien dans le cas du réseau étendu des socio-démocrates en exil, dans le cadre de la rédaction de leurs



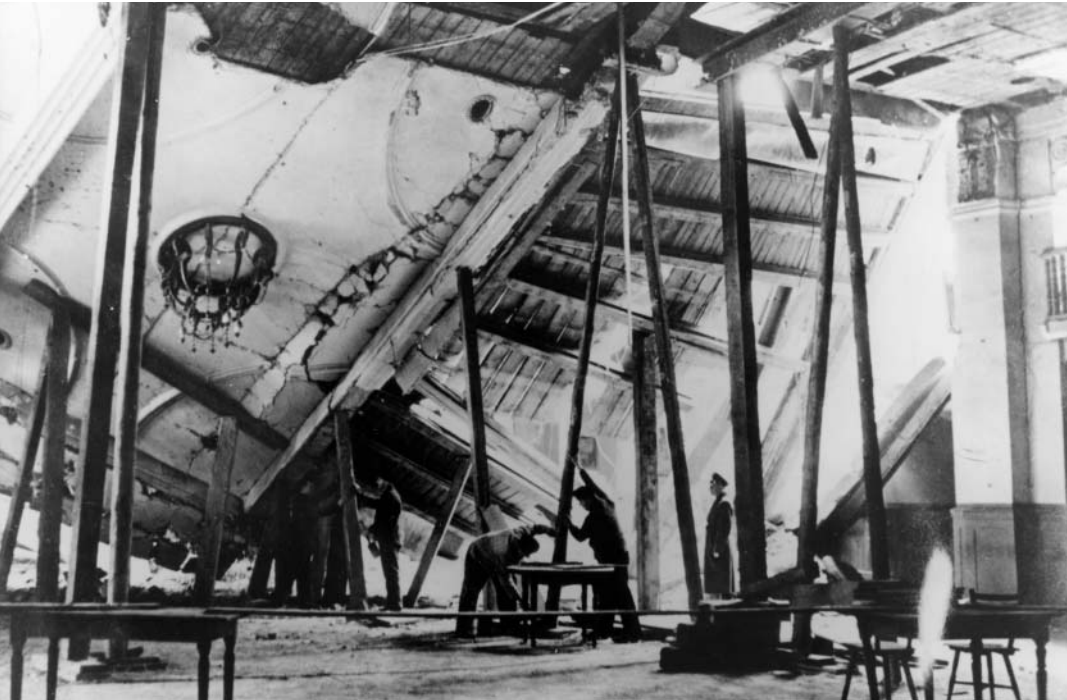
Collection privée-Dt.

Dietrich Bonhoeffer (1906-1945). Théologien et dirigeant du mouvement d'opposition religieuse *Bekennende Kirche* (Église confessante), il est dès 1933 un adversaire du nazisme.

Deutschland-Berichte (Nouvelles d'Allemagne). Le recueil d'informations pouvait également revêtir une importance pour la retransmission d'informations non censurées depuis l'Allemagne.

Qui étaient celles et ceux qui résistaient au national-socialisme ? La première résistance « musclée » contre le national-socialisme est engagée bien avant 1933 par le mouvement ouvrier. On se souvient de l'organisation « *Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold* » (Bannière d'Empire noire, rouge et or) qui rassemblait des millions de sympathisants mais dont l'action en faveur de la stabilité de la République de Weimar ne doit pas être surévaluée car, il faut également se rappeler que le mouvement ouvrier durant cette période était divisé, et que les communistes combattaient la social-démocratie, qu'ils accusaient de « socialo-fascisme », de manière plus farouche encore que le national-socialisme, toujours plus menaçant pour l'Allemagne.

On ne peut pas dire que l'expérience commune des persécutions et des privations de droit ait mis un terme, en 1933, aux vieux antagonismes politiques ni aux conflits entre partis interdits. Ceux-ci demeurèrent et il en fut de même pour les controverses internes aux partis, qui se poursuivirent avec leur habituelle violence jusque dans les



Gedenkstätte Deutscher Widerstand-Berlin



Gedenkstätte Deutscher Widerstand-Berlin

Johann Georg Elser, auteur solitaire de l'attentat du 8 novembre 1939 à Munich.

Salle détruite de la *Bürgerbraukeller*, brasserie de Munich où Hitler célèbre sa tentative de putsch de 1923, après l'attentat de Johann Georg Elser, novembre 1939.

arcanes des cercles en exil. Néanmoins, la confrontation entre les velléités totalitaires croissantes de l'État et l'expérience d'une escalade de la violence et de l'arbitraire firent passer au second plan les querelles politiques de la République de Weimar. Bien que les chemins menant à la Résistance contre le national-socialisme aient été variés et divers, la volonté commune de combattre la dictature fut un facteur de rassemblement. La Résistance se caractérisa par l'acceptation de la divergence politique de l'autre en vue d'aboutir à un compromis avec lui et de réaliser l'objectif commun.

Dans ces efforts entrepris pour un renouveau spirituel et moral de la politique allemande, il apparaît que cette période fut une étape d'apprentissage pour les oppositions de toutes tendances qui reléguèrent au second plan les traditions et stratégies politiques désormais dépassées.

Même si la structure concrète d'un ordre d'après-guerre était encore loin d'être clairement définie, il n'en demeure pas moins que la restauration de l'État de droit était la base incontournable de la nouvelle politique qui s'articulait autour d'une conception libérale de la constitution, d'une réflexion sur l'égalité sociale et d'une vision chrétienne du monde.

Les membres dirigeants du PC en exil souhaitaient prendre la direction du mouvement ouvrier et tentaient d'établir des structures centralisées dans le groupe de résistance que des communistes avaient le courage d'engager à l'intérieur du *Reich*. Alors que les socio-démocrates prônaient plutôt le rassemblement, les communistes eux, continuaient à vouloir prouver qu'il existait un mouvement d'opposition en Allemagne et dénonçaient au grand jour, à travers des tracts et des inscriptions murales, les folies vers lesquelles conduisaient l'idéologie nazie et sa conception de la communauté.

Ce type de contestations désormais publiques constitua un vrai défi pour le régime, mais conduisit à la persécution des membres du Parti communiste allemand et à l'écrasement des groupes de résistance communiste dans les quatre premières années du régime. À ceci s'ajoute que les résistants communistes doutaient de plus en plus de la compétence de la direction en exil de parvenir à

coordonner des actions de résistance depuis l'extérieur, ou de rentrer dans la controverse politique.

Il faut rappeler qu'à côté des doutes qui planaient quant à cette compétence réelle, l'expérience des purges staliniennes à travers des procès arbitraires et de celles qui suivirent la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, paralysèrent considérablement l'action de la résistance communiste. Signé le 23 août 1939, il devait faciliter l'agression par Hitler de la Pologne et annoncer publiquement la volonté des deux dictateurs les plus dangereux d'Europe de s'en partager la partie orientale. À cette époque, Staline alla même jusqu'à livrer des opposants communistes à la *Gestapo*. Ce n'est qu'au cours de la guerre que se reformèrent des groupes de résistance communistes en Allemagne et leurs orientations allaient rejoindre, à partir de 1943, les objectifs du Comité national « *Freies Deutschland* ».

La résistance des chrétiens de confessions protestante et catholique et de membres d'autres communautés religieuses plus restreintes s'explique par la contradiction insurmontable et ressentie par de nombreux croyants, entre national-socialisme et christianisme. Elle s'explique aussi par des divergences internes qui existaient au sein de l'Église. Les principes de la liberté de culte et de pratique reposaient sur la volonté de rester fidèle à sa foi et ne pouvaient qu'être heurtés par le caractère totalitaire qu'incarnait la vision du monde proclamée par les dirigeants nazis.

Les protestants se regroupèrent plus tard au sein de « l'Église confessante », afin de repousser les débordements politico-spirituels des « Chrétiens d'Allemagne » (2). Mais là encore, cela ne représente que l'action de quelques centaines d'hommes et de femmes, dont la mission pastorale fut confiée au révérend Dietrich Bonhoeffer, qui reste l'une des figures théologiques majeures de la Résistance contre le nazisme et dont on ne soulignera jamais assez l'influence, notamment sur le mouvement œcuménique. Il marqua profondément un petit cercle de pasteurs, qui eux-mêmes eurent un réel impact sur le renouveau de l'Église protestante après la chute du régime nazi. Bonhoeffer appartenait également au cercle des conjurés qui préparaient la chute d'Hitler. C'est

ce qui fit dire à son ami Eberhard Bethge à propos de la « conspiration active », qu'il n'était plus sous la protection d'aucune institution, qu'elle était la dernière escalade de la Résistance.

En Allemagne, on trouve dans l'Église catholique, contrairement à l'Église protestante, une longue tradition de la pensée résistante, ainsi qu'un sentiment de devoir accepter la persécution au nom de la foi. On note des parcours individuels très impressionnants d'hommes qui, comme le père jésuite Alfred Delp, vécurent leur foi à travers leur soutien aux persécutés du régime, risquant leur vie pour celle des autres, pour finalement pénétrer le noyau dur de la conjuration. Ces hommes voulurent jeter les bases spirituelles d'un ordre nouveau et allèrent jusqu'à sacrifier leur vie lors de la tentative de renversement du 20 juillet 1944. C'est là une attitude en forte contradiction avec celle de certains membres de l'épiscopat, peu courageux, qui affichèrent une attitude complaisante à l'égard de l'idéologie nazie contre lesquels ils ne prirent pas clairement position.

Les opposants à la dictature, qui étaient de tradition libérale ou conservatrice, durent maintes fois combattre le fait qu'en raison de leur distance par rapport à la République de Weimar, ils se retrouvèrent partiellement, voire parfois totalement d'accord avec les objectifs de politique étrangère ou sociale des nazis. Malheureusement, les tentatives de réunir communément les conditions nécessaires pour agir efficacement échouèrent. L'histoire de la Résistance n'est autre que celle d'une succession de tentatives d'échafauder une base politique commune, de créer des réseaux de conspiration, de surmonter les phases de découragement, de recréer les contacts détruits par les mutations, les déménagements, les arrestations, les intimidations, et toujours de s'adapter en toutes circonstances.

Ceux qui décidèrent de résister avant que la guerre n'éclate ou à cause de celle-ci, durent faire face à une lourde décision à prendre. Ainsi en est-il de ce maçon du Bade Wurtemberg, Johann Georg Elser, qui pressentit la guerre et voulut l'empêcher. L'attentat du 8 novembre 1939 fut, à part celui de Claus von Stauffenberg le 20 juillet 1944, la seule action qui aurait réellement pu tuer Hitler. ➔



Gedenkstätte Deutscher Widerstand-Berlin

Helmuth James Graf von Moltke (1907-1945) avec son fils, l'initiateur et la tête pensante du « Cercle de Kreisau ». Arrêté au début de l'année 1944, sa participation aux plans de coup d'état n'est connue qu'après le 20 juillet 1944. Le *Volksgerichtshof* le condamne à mort le 11 janvier 1945. Il est exécuté le 23 janvier 1945 à Berlin-Plötzensee.



Collection privée-DR.

Peter Graf Yorck von Wartenburg (1904-1944). Juriste, il est enrôlé dans la *Wehrmacht* comme officier de réserve. Il est muté en 1942 à l'état-major des questions économiques de l'Est, au haut commandement de la *Wehrmacht* à Berlin. Il se rapproche de l'opposition militaire et s'engage activement au sein du « Cercle de Kreisau ». Condamné à mort par le *Volksgerichtshof* le 8 août 1944, il est exécuté le même jour à Berlin-Plötzensee.



Gedenkstätte Deutscher Widerstand-Berlin

Axel Freiherr von dem Bussche (1919-1993).

► La décision de résister contre le nazisme fut souvent la résultante d'un parcours très divers, qui finalement débouchait souvent sur la volonté de rejoindre les autres dans l'action. On ne connaît pas encore toute l'ampleur de cette dynamique, mais il est certain que la constitution de cercles d'amis et de discussions dans une société où le débat était banni, joua une grande importance pour permettre le développement des concepts politiques. Ceci est particulièrement vrai pour le « Cercle de Kreisau » dont l'histoire est très documentée.

Depuis 1940, un cercle d'hommes et de femmes de pensée et de traditions socio-politiques très variées, opposés au national-socialisme, se réunissait pour discuter à Berlin, sur le domaine de Kreisau en Silésie, ainsi qu'à Munich. La tête pensante du groupe était animée par deux amis, Helmuth James comte von Moltke et Peter comte Yorck von Wartenburg. L'objectif du « Cercle de Kreisau » fut dans un premier temps, de réfléchir à un projet de nouvel ordre spirituel, politique et social pour l'après-Hitler. À partir de 1943, divers membres de ce groupe de résistance se décidèrent à participer à une conjuration active. C'est en raison de leurs liens, que la plupart d'entre eux furent accusés de conjuration et condamnés à mort après le 20 juillet 1944. Peu nombreux furent ceux qui en réchappèrent et purent par la suite marquer de leur influence l'instauration de l'ordre d'après-guerre.

Le mouvement étudiant résistant le plus célèbre fut la « Rose blanche », à Munich, animé par Hans et Sophie Scholl, frère et sœur, et par leurs amis. On sait aujourd'hui que les quatre premiers tracts de la « Rose blanche » avaient une connotation beaucoup plus militaro-politique que ce que prouvaient les recherches antérieures. On découvre un aspect politisé de la diversité de ce groupe de résistance que l'historiographie des années cinquante s'était attachée à présenter d'une manière idyllique et simplificatrice.

L'histoire du groupe de résistance animé par Arvid Harnack et Haro Schulze-Boysen, dénommé « l'Orchestre rouge » a été passablement victime, dans un contexte de guerre froide, de distorsions et d'accusation politiques, que seules peuvent expli-

quer la division de l'Allemagne et celle de l'Europe après la guerre. On porte aujourd'hui un nouveau regard sur « l'Orchestre rouge », parce qu'il a été possible de corriger l'instrumentalisation propagandiste et contradictoire qui a été faite de ce groupe par les deux dictatures allemandes, et de retracer l'histoire de l'un des plus grands réseaux de Résistance allemand depuis ses débuts, pendant la République de Weimar.

On est parvenu à entrer dans le champ de la connaissance qui touche aussi l'histoire de la désertion et de l'objection de conscience pendant la guerre, en identifiant ces deux phénomènes comme des manifestations de résistance au nazisme exprimées sous forme de refus personnel ou d'affirmation de soi dans un contexte de critique à l'égard de la justice militaire du III^e Reich. Le parlement allemand a fait voter en mai 1998 une loi supprimant les effets des jugements prononcés par les tribunaux nazis, réhabilitant ainsi les victimes du régime, qui avaient été accusées de s'être rendues coupables de « désertion » et « d'atteinte à l'armée ». On note des développements similaires en Autriche, où l'attention est attirée en particulier sur le rapport qui existe entre l'objection de conscience dans la *Wehrmacht* et l'engagement dans le combat des partisans.

Qu'en était-il maintenant de l'opposition militaire contre Hitler, qui aboutit le 20 juillet 1944 à une tentative d'attentat ? Ne nous imaginons pas que ceux qui se sont élevés contre la dictature représentaient un groupe politique et social homogène. Leurs convictions et leur vision du monde au contraire balayaient un très large spectre d'idées. Leurs raisons de résister et leur cheminement vers la Résistance furent également très divers. Ewald von Kleist-Schmenzin s'en était déjà violemment pris contre la dictature nazie dès 1933. Axel Freiherr von dem Bussche était prêt à tuer Hitler après avoir assisté à un massacre perpétré contre les Juifs. Nombreux parmi les résistants étaient ceux qui étaient tellement horrifiés par les violences nazies, qu'ils étaient prêts à prendre tous les risques pour mettre fin à ces crimes. Ulrich Wilhelm comte Schwerin von Schwanenfeld défia Freisler devant la Cour du Tribunal populaire (*Volksgerichtshof*) en mentionnant les « nombreux crimes » commis par le régime nazi.

Le 20 juillet 1944 ne fut pas un putsch au sens classique du terme. Les officiers et soldats conjurés reconnuèrent toujours la primauté du politique sur le reste. Ils ne voulurent pas d'une junte militaire à la tête de l'État, mais libérer l'Allemagne de la dictature et terminer la guerre. La puissance militaire n'était qu'un moyen et non l'objectif de leur tentative de renversement. Les officiers conspirateurs voulurent surtout donner de nouveaux moyens d'actions à l'ensemble de la Résistance. Cela leur paraissait d'autant plus simple qu'ils partageaient de nombreux points communs politiques, religieux et éthiques avec les cercles « civils ». Même s'ils avaient quelques divergences sur des points précis concernant un nouvel ordre politique, sur les perspectives en politique étrangère et les modalités d'une solution de transition, il n'en demeure pas moins que leur désir toujours plus pressant d'en finir avec la dictature nazie dominait par dessus tout. La menace de la défaite militaire et l'isolement politique du III^e Reich, le désir de préserver l'essence de l'État, la volonté de mettre fin aux crimes et à la violence nazis furent sans aucun doute autant de motivations fondamentales pour un grand nombre de résistants.

Les résistants des groupes du 20 juillet 1944 furent d'accord entre eux sur le fait qu'après la guerre viendrait la nécessité de réparer les crimes commis par les Allemands contre les peuples d'Europe et notamment contre les Juifs. Cela n'était pas autrement concevable pour eux après les génocides perpétrés contre les Juifs d'Europe, les Sintés et Roms et après les autres crimes commis dans les territoires occupés. Il était ainsi stipulé dans le projet de déclaration gouvernementale, qui devait être lu le 20 juillet 1944 : « Pour assurer le droit et la bienséance, il convient de traiter correctement chaque individu. La persécution des Juifs qui s'est accomplie sous les formes les plus inhumaines et les plus cruelles, qui incarne la honte et n'est pas réparable, prend fin sur l'heure ».

Les résistants des groupes du 20 juillet voulaient empêcher que ne se réalise la catastrophe nationale du III^e Reich. Ils voulaient aussi en finir au plus vite avec cette guerre perdue depuis longtemps. La fin de la dictature et de son régime criminel devait donner le signal de l'existence, enfin constituée, d'une autre Allemagne.

Celui qui se rallia à la tentative de renversement du 20 juillet savait quels risques il encourait. Claus von Stauffenberg formula ce défi en ces mots : « *Il est temps d'agir. Certes celui qui ose le faire doit être conscient qu'il entrera peut-être dans la postérité de l'histoire allemande comme un traître. Mais s'il n'accomplit pas sa tâche, c'est de sa propre conscience qu'il sera le traître* ». Friedrich Justus Perels, condamné à mort et exécuté encore au jour du 22 avril 1945, résume ainsi son engagement contre le régime nazi : « *Ils sont si nombreux à mourir aujourd'hui pour ce régime. Moi je préfère mourir contre ce régime.* »

D'un point de vue purement politique et réaliste, la tentative de renversement apparaît au soir du 20 juillet comme un échec. Et pourtant, la réalité est autre. Elle jette les principes de base en faveur de la dignité humaine et des droits de l'Homme, de la paix en Europe et d'un nouvel ordre économique plus juste. Elle reste un signal donné pour l'établissement d'un État de droit et contre la tyrannie. Souvenons-nous aujourd'hui de l'essence profonde de l'action du 20 juillet, des raisons et des objectifs qui animèrent tous ceux



Collection privée-DR.

Claus Schenk Graf von Stauffenberg (à gauche) et Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim (1905-1944), Vinnitsa, Ukraine, vers 1942. Après l'enthousiasme initial, Quirnheim a pris ses distances avec le nazisme dont il devient bientôt un adversaire actif. Après l'invasion de la Pologne en septembre 1939, puis de l'Union soviétique en juin 1941, il critique la politique d'occupation nazie à l'Est. Le 20 juillet 1944, Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim, conjointement avec Friedrich Olbricht et Claus Schenk Graf von Stauffenberg assume la responsabilité de l'attentat contre Hitler. Il sera fusillé avec eux dans la cour du *Bendlerblock*, la nuit du 20 au 21 juillet 1944

Pour en savoir plus

Nous avons retenu les ouvrages de synthèse et les articles scientifiques parus en français depuis 1990 faisant un état sur la question. Sauf mention contraire le lieu de parution est Paris.

● **Sous la direction de Karl Dietrich Bracher**
La conscience se révolte. Portraits des résistants allemands 1933-1944 (2 tomes), Mainz, éd. v. Hase et Koehler, 1996.

● **Franz Kuhn, Christine Levisse-Touzé, Ute Stiepani et Johannes Tüchel**
Conjurations et attentats contre Hitler. Catalogue de l'exposition qui s'est tenue au Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin du 8 novembre 2003 au 25 avril 2004, Paris-Musées- Phileas Fogg, 2003

● **Sous la direction de Christine Levisse-Touzé et de Stefan Martens**
Des Allemands contre Hitler : oppositions et résistances 1933-1945, Albin Michel, 1997.

● **Sous la direction de Christine Levisse-Touzé, Mechthild Gilzmer et Stefan Martens**

Les femmes dans la Résistance en France, Tallandier 2003.

Ces deux dernières publications constituent les actes des colloques organisés par la *Gedenkstätte Deutscher Widerstand* de Berlin et le Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin (ville de Paris) ; ils se sont tenus respectivement au Goethe Institut à Paris, du 27 au 29 mars 1996 et à Berlin, du 8 au 10 octobre 2001.

● **Gilbert Merlio**

Les résistances allemandes à Hitler, Tallandier 2001.

● **Jospeh Rován**

Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours, Seuil, 1994.

qui y prirent part.

La mémoire de tous les Allemands qui se sont engagés dans la Résistance contre le nazisme est aujourd'hui la mission du Mémorial de la Résistance allemande à Berlin. C'est un lieu de mémoire, de formation historique, d'apprentissage actif, de documentation et de recherche qui offre au public un large éventail d'informations sur l'histoire de la résistance contre le nazisme, allant d'une exposition permanente richement documentée à plusieurs expositions spécifiques, en passant par un grand nombre de manifestations et d'événements divers. Le Mémorial de la Résistance allemande a pour mission de montrer comment des individus, à titre individuel ou en groupe, ont résisté à la dictature nationale-socialiste entre 1933 et 1945 et quelle fut leur marge de manœuvre.

Le Mémorial de la Résistance allemande gère également le Mémorial de Plötzensee, où près de 3 000 personnes furent exécutées entre 1933 et 1945, par pendaison ou par décapitation.

L'exposition permanente intitulée « La Résistance contre le national-socialisme » est et reste le cœur des travaux du Mémorial de la Résistance allemande. Celui-ci continue d'élargir le champ de la connaissance sur ce thème, en publiant les résultats de nouveaux travaux d'étude, comme en 1998, la résistance des Sintés et Roms, ou en 1999, celle de Georg Elser. Des séminaires et tables rondes sont animés dans le cadre de l'exposition permanente et constituent une source supplémentaire d'information ainsi qu'une contribution essentielle à la connaissance de la résistance contre le nazisme. La publication de plusieurs mémoires d'étude réalisés au sein du Mémorial de la Résistance allemande en témoigne.

Plus de 80 000 visiteurs prennent part chaque année aux quelque 3 000 visites guidées, séminaires et autres manifestations qui sont organisés par le Mémorial de la Résistance allemande. À ceci s'ajoutent quelque 50 000 visiteurs du Mémorial de Plötzensee et plus de 225 000 visites d'inter-

nantes. L'objectif à atteindre est de varier toujours plus les possibilités pédagogiques et de renforcer cette impulsion en intégrant, à travers de nouveaux outils informatiques, toutes les techniques d'enseignement et d'apprentissage qui permettront une meilleure transmission de la mémoire de la résistance contre le nazisme, à l'ère du XXI^e siècle.

Depuis 1994, le Mémorial de la Résistance allemande est financé à hauteur de 50 % pour chacun, par le gouvernement fédéral et par le Land de Berlin. Ceci lui a permis d'étendre considérablement son registre d'activités et notamment d'envoyer des expositions traduites en langue anglaise ou française à l'étranger, qui sont souvent accompagnées par des manifestations diverses et par la publication de travaux scientifiques. Ce soutien financier a également permis de renforcer une intense collaboration avec des institutions de mémoire autrichienne, française et polonaise. Le Mémorial de la Résistance allemande souhaite que la mémoire de la résistance soit transmise comme partie constituante des mouvements de libération en Europe, au XX^e siècle. C'est à travers une démarche comparative entre la Résistance et l'opposition que l'on peut dégager les particularités de la Résistance allemande contre le nazisme et mieux comprendre la perspective de la Résistance contre le national-socialisme. En termes de dimension européenne de la résistance contre le nazisme, il s'agit là d'un grand défi pour le travail de formation politico-historique, de même qu'une grande chance, qui doit permettre au Mémorial de la Résistance allemande ainsi qu'à ses partenaires internationaux, d'engager une réflexion sur le rapport entre société civile et dictature. ●

Johannes Tüchel
Directeur du Mémorial de la Résistance allemande de Berlin

(1) notion conçue au XIX^e siècle par les Romantiques allemands en réplique à la nation française.
(2) partie des chrétiens allemands qui avaient une

Témoignage d'un officier allemand ayant pris part à la Résistance contre le nazisme

Lors d'une conférence qu'il donna à l'Institut culturel allemand en 2004, Philipp Freiherr von Boeselager, alors jeune lieutenant de la Wehrmacht, après avoir présenté son cheminement l'ayant amené progressivement du scepticisme au refus du régime nazi, nous présente, dans les extraits que nous avons sélectionnés, comment il s'engagea dans la Résistance allemande et comment il participa à la conjuration du 20 juillet 1944.

[...] À l'hiver 1941, alors que j'étais chef d'un escadron de cavalerie, je fus gravement blessé devant Moscou. Comme, en mai 1942, je n'étais toujours pas jugé « apte à servir au front » et que je boitais beaucoup, je devins officier d'ordonnance personnel du *feldmarschal* von Kluge. Celui-ci était alors commandant en chef du groupe d'armée du centre sur le front oriental. Le colonel von Tresckow, adversaire acharné de Hitler, travaillait à son état-major en qualité de premier officier d'état-major.

Une bande assez large à l'arrière du front, d'environ 200 à 300 kilomètres de profondeur, appelée « zone arrière de l'armée », faisait également partie de la zone du groupe d'armée. Venait ensuite la région du commissariat Est du *Reich* qui, placée sous l'autorité de la SS, s'étendait jusqu'au territoire du *Reich*. Le commandant de cette zone intermédiaire était le *Obergruppenführer* SS von dem Bach-Zelewski. Quelques jours après mon entrée en fonction auprès de Kluge, je reçus un message en provenance de cette zone [...].

Le dernier point du message dont je devais rapporter le contenu à Kluge était « cinq Tziganes ont fait l'objet d'un traitement spécial ». Comme je ne voyais pas ce que signifiait cette expression, je dis à la fin de mon rapport au *feld-maréchal* : « Au dernier point du message, il est dit : "cinq Tziganes ont fait l'objet d'un traitement spécial", mais je ne sais comment interpréter cette formule. » Kluge ne le savait pas lui non plus. Il répondit : « Nous allons éclaircir cela. J'ai une réunion avec Bach-Zelewski dans les prochains jours, je lui poserai la question. S'il vous plaît, rappelez-le moi. » Quelques jours plus tard, l'*Obergruppenführer* von dem Bach-Zelewski vint effectivement et, à la fin de son rapport, après que je le lui eus rappelé, Kluge lui demanda : « Ah, dites-moi donc ce que signifie en fait dans votre message l'expression "faire l'objet d'un traitement spécial" que vous utilisez à propos de cinq Tziganes ? » Bach-Zelewski répondit : « Nous les avons exécutés. »

- Comment ça exécutés ? Après les avoir fait passer en conseil de guerre ? demanda Kluge.

- Non, non, répondit Bach-Zelewski, nous exécutons tous les Juifs et les Tziganes que nous pouvons attraper. »

[...] Il y eut alors une discussion très animée entre Kluge et Bach-Zelewski, au cours de laquelle Kluge lui signala que ces mesures étaient

contraires à la convention de La Haye.

La discussion s'acheva sur ces paroles de Bach-Zelewski : « Tous les ennemis du Reich, et les Juifs et les Tziganes en font aussi partie », puis, regardant Kluge, il poursuivit : « tous les ennemis du Reich, nous les exécutons ! » C'était une véritable menace. C'est sur elle qu'il prit congé. Kluge le jeta quasiment dehors et, furieux, informa des faits le commandement en chef de l'armée en insistant sur le fait qu'il fallait intervenir sans quoi nous ne ferions que susciter des partisans à l'arrière du front. Il était inutile d'invoquer l'illégalité de ces mesures.

Mais le seul succès tangible fut qu'à partir de ce moment, nous ne reçûmes plus de messages de Bach-Zelewski. J'étais sûr cependant que les assassinats continuaient. C'était la première fois que j'entendais dire avec certitude que l'ordre de tuer des Tziganes et des Juifs venait d'en haut. Cet événement, qui me perturba beaucoup, dut se passer avant le 10 juin 1942. [...]

Nous avions un haut-parleur dans le bureau des officiers d'ordonnance qui nous permettait d'écouter toutes les conversations téléphoniques de Kluge. Nous devions les écouter pour être toujours le mieux informés possible. [...]

Pour le soixantième anniversaire de Kluge, à la fin d'octobre 1942, Hitler l'appela soudain pour le féliciter. Vers la fin de l'entretien, il lui dit : « Monsieur le *feldmarschal*, j'ai entendu dire que vous vouliez construire une nouvelle étable à Bönhe (la propriété de sa femme) [...]. En considération des services que vous rendez au peuple allemand, je vous envoie 250 000 Reichsmark en bons d'achat pour des matériaux de construction. » Il prit congé sans attendre sa réaction. [...] J'en eus le souffle coupé. Kluge était sonné lui aussi quand j'entrai dans son bureau. Je remarquai immédiatement qu'il n'était pas content que j'aie surpris cette conversation. [...] Kluge dit : « Boeselager, avez-vous entendu ce que le Führer m'a dit à la fin ? » Je dis que oui. « Que pensez-vous de ce cadeau ? » J'avais vingt-cinq ans à

l'époque et je répondis : « Monsieur, le *feldmarschal*, je ne me souviens pas d'avoir jamais entendu dire qu'un *feldmarschal* prussien ou qu'un général ait reçu une dotation pendant la guerre. Après une victoire, oui, bien sûr, mais pas pendant la campagne. Moi, je donnerais l'argent à la Croix Rouge. »

Je sortis avec un sentiment de malaise. Mon conseil était-il juste ? Kluge le suivrait-il ? Je me précipitai chez le premier officier d'état-major, le colonel von Tresckow [...].

Je lui racontai la conversation entre Kluge et Hitler. Je terminai en lui demandant si j'avais donné un bon conseil à Kluge. Comme je supposais que Kluge reviendrait sur cet entretien téléphonique, je voulais avoir l'avis de Tresckow. Il était pour moi un ami paternel. Je savais que je pouvais lui en parler sans violer mon devoir de réserve d'officier d'ordonnance. À ma surprise,

Tresckow voulut que je l'autorise à évoquer avec Kluge le coup de fil de Hitler. Cela provoqua une violente dispute entre nous. [...] Voyant que je prenais l'affaire au sérieux, Tresckow justifia sa demande en disant : « Le *feldmarschal* ne doit rien devoir à Hitler. Nous avons besoin de lui dans notre combat contre ce dernier. » En prononçant cette phrase, Tresckow se dévoilait et me faisait entrer dans le cercle de son groupe de résistance. J'en fis partie à compter de cet instant. [...] Fallait-il en faire partie ou pouvait-on s'y dérober ? Le jugement porté sur Hitler était-il juste ou non ? C'étaient des questions obsédantes. On cherchait constamment de nouvelles justifications pour conforter la décision qui avait été prise. Le serment de fidélité que j'avais juré à Hitler et qui, pour beaucoup de soldats, était un sérieux obstacle à une action contre lui, ne l'était pas pour moi. J'étais certain que ce serment marchait dans les deux sens et que Hitler l'avait rompu un très grand nombre de fois. Il ne faisait pas de doute non plus pour moi qu'il conduisait l'Allemagne à l'abîme et que c'était un criminel. Mais un meurtre reste un meurtre et j'espère qu'on comprend que, plus une décision est sérieuse, plus un individu la prend au sérieux et plus lourde elle est. Enfin, une décision ne peut être prise que si l'on croit et que l'on espère qu'après un examen honnête, elle est justifiable devant Dieu. [...]

Tresckow chercha longtemps pour ses projets d'attentat une unité en qui on puisse avoir une confiance absolue et qui ait aussi un commandant sur lequel on puisse compter. [...] Mon frère Georg, qui était déjà un officier de cavalerie très décoré, me semblait particulièrement fait pour les projets d'attentat de Tresckow, ce que je dis à ce dernier. [...] Mon frère, qui était instructeur auprès de la mission militaire allemande en Roumanie, passa par notre quartier général.

Au cours de la conversation, le *feldmarschal* général von Kluge l'interrogea sur son ancien escadron. [...] Mon frère proposa à Kluge de retirer des divisions le reste des anciens escadrons de cavalerie, qui étaient remarquablement formés, et de constituer avec eux une unité indépendante de véhicules motorisés qui, une fois équipée de manière correspondant à ses attributions, pourrait être engagée au centre de la zone du groupe d'armée. [...]

Kluge réfléchit à la proposition de Georg et le lendemain matin, il lui dit : « J'ai réfléchi à votre proposition pendant la nuit. Je suis d'accord. Allez voir Tresckow et réglez les détails avec lui. » Kluge ne savait rien de mes conversations avec Tresckow auquel j'avais dit, avant l'arrivée de mon frère, qu'il trouverait en lui celui qu'il cherchait pour ses projets d'attentat. Georg alla donc chez Tresckow et tous deux tombèrent aussitôt d'accord. Par la suite, Tresckow écrivit un jour à Georg : « Il nous a suffi de quelques minutes pour savoir ce que nous devions penser l'un de l'autre ! » Dès ce moment, il y eut entre eux une

immense confiance. C'est ainsi que naquit le «régiment de cavalerie du centre».

La mise en place commença le 1^{er} janvier 1943. En mars, les quatre à cinq premiers escadrons étaient installés. [...]

Début mars, il fut clair que le vieux souhait de Tresckow, attirer Hitler au groupe d'armée, allait se réaliser. Nous parlions depuis longtemps de le tuer lors d'une visite au front car c'était alors qu'on aurait les plus grandes chances de déjouer le cordon de sécurité qui le protégeait. Il avait été décidé et planifié dans les moindres détails que Hitler et Himmler, qui comptait l'accompagner, seraient assassinés au mess des officiers du groupe d'armée à coups de pistolet.

J'avais mis Kluge au courant. Il avait donné son accord de principe. Ce n'est qu'au dernier moment, lorsqu'il s'avéra que Himmler ne viendrait pas, que Kluge nous interdit de mettre en œuvre notre plan. Il craignait une guerre civile entre l'armée et les SS si Himmler restait en vie. C'est ainsi que fut annulé l'attentat qui avait été planifié de manière très précise. [...]

Je fus ensuite chargé du commandement du premier détachement du régiment de cavalerie du centre. Nous avions été institués «unité d'essais» afin d'être équipés au plus vite des appareils et des armes les plus modernes; nous devons comparer et essayer les effets de différents explosifs notamment en termes de camouflage. [...] À cette fin, on nous distribuait des explosifs russes, polonais, hongrois, français ainsi qu'anglais. [...] Au cours des essais, ce furent les produits anglais qui s'avèrent les meilleurs. En outre, les détonateurs anglais étaient particulièrement discrets. Je fis un rapport en ce sens. [...]

Le général Stieff, ami de Tresckow, ancien opposant de Hitler, était chef du service d'organisation au commandement suprême de l'armée (OKH) et nous avait beaucoup aidés à mettre en place le régiment. Stieff se rappela probablement un jour que nous avions des explosifs anglais. Quoi qu'il en soit, je reçus ordre de mon frère de lui remettre personnellement une valise contenant une partie de ces explosifs.

J'emballai les explosifs et les détonateurs correspondants dans ma valise et me rendis à l'OKH avec l'avion assurant le courrier. Il était convenu que Stieff m'envoyait un officier avec une auto à la descente d'avion car j'avais du mal à traîner la lourde valise avec ma jambe blessée. Lorsque je descendis de l'avion, personne n'était venu me chercher. Je traversai donc péniblement le grand terrain avec la valise. Plusieurs fois, un soldat de première classe vint me proposer de prendre ma valise. Mais je n'osai pas la leur donner car je pensais que n'importe qui remarquerait qu'elle était plus lourde qu'une valise normale. J'avais à moitié traversé le terrain lorsque la voiture arriva enfin et me conduisit chez Stieff. Celui-ci était en entretien, j'allai donc en attendant, au WOKI, le cinéma de l'OKH qui fonctionnait en permanence, jour et nuit. On donnait *Das Bad auf der Tenne*, un film humoristique. Mais je ne m'y intéressai pas particulièrement, je continuais à me soucier uniquement qu'aucun des spectateurs, qui ne cessaient de se renouveler, ne heurte ma valise. Finalement, quelqu'un vint me chercher pour m'emmener chez Stieff. Je lui remis ma valise contenant

l'explosif et lui expliquai le fonctionnement du détonateur. [...]

Peu avant le 20 juillet 1944, Stieff [...] y prit une partie des explosifs [...]. Entre-temps, Tresckow, qui avait été à l'état-major du groupe d'armée du centre, était devenu chef d'état-major de la 2^e armée, l'armée la plus au sud du groupe d'armée. Peu avant sa mutation, il avait transféré à la 2^e armée le régiment de cavalerie du centre qui, entre-temps, s'était transformé en brigade pour avoir «son régiment» à proximité. [...] Kluge, qui avait été victime d'un grave accident de voiture à l'automne 1943, devint en juillet 1944 commandant en chef de l'ouest, poste dont le siège se trouvait ici, à Paris. Tout le front occidental se trouvait donc placé sous son autorité. L'attentat projeté était tout à fait imminent et il était de la plus haute importance pour Tresckow et les conjurés de savoir si, à présent, en 1944, Kluge soutiendrait un attentat, voire s'il était prêt à capituler après l'invasion de la Normandie à l'ouest et à accélérer ainsi la fin de la guerre.

Tresckow lui envoya mon frère avec mission de clarifier tout cela. Il devait suggérer à Kluge de capituler sans quoi, selon Tresckow, la guerre se traînerait encore une année et l'Allemagne serait livrée aux Russes.

Georg se déclara prêt à s'envoler pour Londres afin d'engager des négociations en vue d'une capitulation. Kluge refusa cette proposition au motif qu'il n'avait pas de pilote fiable susceptible d'emmener mon frère à Londres pour négocier; par ailleurs une capitulation n'était pas nécessaire car tout le front ouest ne tarderait pas à s'effondrer. Mon frère rentra plein d'aigreur à l'égard de Kluge. Il attendait de lui plus de détermination et de bravoure.

Début juillet, mon frère me dit que l'attentat au quartier général du *Führer* était imminent et que, pour assurer la sécurité du nouveau gouvernement à Berlin, je devais, en prenant des précautions, retirer du front 1 200 hommes, soit six escadrons, puis les emmener sous ma direction à Berlin par avion. Lui, devait, après l'attentat, diriger une unité, composée de mon régiment et d'un régiment de notre division voisine, qui lui aussi devait s'envoler pour Berlin. Lui-même resterait auprès de Tresckow, à l'état-major de la 2^e armée jusqu'à l'attentat. [...]

Nous devons y arrêter le *Reichsführer* SS Himmler à la *Prinz Albert-Strasse*, occuper le premier bâtiment du service central de Sécurité et les autres services SS et arrêter le ministre de la propagande et porte-parole du *Reich*, Göbbels, soit à la *Wilhelmstrasse*, le second bâtiment du service central de sécurité des SS, soit à la *Wilhelmplatz*.

Dès le 15 juillet, je retirai du front des éléments de mon détachement – environ 200 hommes – et les envoyai à l'arrière afin qu'ils soient prêts pour l'intervention à Berlin.

Les escadrons en formation serrée, c'est-à-dire les quatre premiers escadrons de mon détachement (I^{er}) et les 6^e et 8^e escadrons du II^e détachement, se mirent en marche vers l'ouest, après un repos et la réception de munitions et de ravitaillement, au côté des 200 hommes qui avaient été prélevés auparavant. Je demeurai d'abord sur

le front, c'est-à-dire avec tout ce qui restait de l'arrière-garde de la cavalerie qui était encore engagée dans des combats difficiles. Lorsque nous eûmes rempli notre mission à l'est de Brest-Litowsk, l'infanterie avait retrouvé une position solide et nous fûmes retirés du front pour être employés ailleurs. Quelques heures après le départ des escadrons de Berlin, le 18 juillet, alors que je me trouvais à mon dernier poste de commandement, m'arriva l'ordre de Georg: «*En route pour Berlin*». Je me lançai à la poursuite des escadrons partis vers l'ouest et les rejoignis rapidement dans la nuit du 19 juillet.

Nous poursuivîmes notre route vers l'ouest à marche forcée tout le jour et toute la nuit. [...] Seuls quelques chefs d'escadron savaient que nous devions être engagés à Berlin. Mais nous ne devions y intervenir qu'en cas de succès de l'attentat. Le serment qui nous liait à Hitler serait alors caduc. Je suis totalement convaincu que les cavaliers nous auraient alors suivis sans réserve. Il était beaucoup trop dangereux de mettre les officiers au courant au-delà du strict nécessaire. La vengeance des nazis aurait été terrible. Mais, bien sûr, quelques-uns se doutaient de quelque chose. [...]

Le caporal Rethel, agent de liaison de mon frère arriva en fin d'après-midi, le 20 juillet 1944, et me donna un billet sur lequel était écrit: «*Tout dans les vieux trous*». C'était la formule de code pour «*l'attentat n'a pas eu lieu*». Il fallait à présent interrompre la chevauchée vers l'ouest et retourner à l'est aussi vite que possible, si possible avant que notre étrange marche soit découverte.

Cela dut paraître étrange aux officiers: on galopait vers l'ouest à un rythme d'enfer et, soudain, on vous disait: «*Arrêtez, demi-tour!*» et on se précipitait vers l'est de nouveau. [...]

Hennig von Tresckow se suicida avec une grenade à fusil le 21 juillet sur le front. [...] Les premiers temps après l'attentat furent déprimants et démoralisants. On apprenait quotidiennement l'arrestation ou le suicide de participants et d'amis.

Mon frère fut tué en août, lors des derniers combats acharnés à la frontière de Prusse orientale. Ce n'est que lorsqu'on [...] le promut colonel à titre posthume, que j'eus de plus en plus l'espoir que les nazis ne savaient rien de notre participation au complot. Beaucoup de ceux qui étaient au courant s'étaient suicidés: Tresckow, Schulze-Büttger, Oertzen, Voss. Les autres s'étaient tus, comme Stieff et Schlabrendorff. À cause de nous, on avait atrocement torturé ce dernier, mais il avait tenu bon malgré tous les supplices. Et ce n'est que grâce à cela que je suis ici aujourd'hui, pour vous raconter le courage de tous ces hommes et de toutes ces femmes.

Philipp Freiherr von Boeselager



Retrouver l'intégralité
de la conférence
de Philipp Freiherr
von Boeselager sur notre site

www.fondationresistance.org

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER) LA GUERRE ÉTAIT FINIE... !

Le 2 septembre 1945, le cuirassé Missouri était ancré en baie de Tokyo.

Le général Mac Arthur s'y trouvait, accompagné des généraux alliés. Parmi eux siégeait le général Philippe Leclerc de Hauteclocque au nom de la France. Les Japonais capitulaient enfin. Deux bombes atomiques avaient rasé Hiroshima, puis Nagasaki à onze jours d'intervalles, début août. Les États-Unis n'en avaient plus qu'une ! Aujourd'hui des milliers d'engins nucléaires menacent la planète, en dépit des accords pour réduire la prolifération de ces armes ; face à ces dernières, la vieille « faux » de la Mort ressemble à un outil rétrograde.

En outre, le terrorisme, développé par des hommes multilingues et de haute formation technologique, tue d'innocents citadins ou des touristes rêveurs. Ce fléau s'étend de pays musulmans accueillants comme l'Indonésie, l'Égypte ou le Maroc jusque dans notre Occident « matérialiste », de New York à Londres via Madrid.

Il y a soixante ans, le monde rêvait de construire une paix durable. L'ONU remplaçait une SDN considérée comme insuffisante. La France, rassemblée autour du général de Gaulle, se cher-

chait une constitution en vue d'une IV^e République novatrice, certes parlementaire et démocratique, mais enlisée dans ses guerres coloniales et ses crises gouvernementales.

Cet été nous avons juxtaposé les soixante-et-unièmes commémorations de la Libération avec le soixantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1944, nous étions « libérés » par nous-mêmes et nos Alliés, mais des déportés continuaient à mourir et des innocents étaient massacrés par les nazis rendus totalement fous par leur défaite annoncée. Les Nippons continuaient à tuer des Américains et des soldats du *Commonwealth*, ainsi que des populations asiatiques atterrées.

Non, la Paix n'est jamais immédiate ni totalement gagnée. Nous avons célébré cette année le retour des Déportés, ayant survécu à leurs amis martyrisés. Il nous reste à réévoquer bien des drames et des joies étrangement mêlés : par exemple, les maquisards survivants intégrés à l'Armée régulière, après des combats désespérés et héroïques, mais aussi le foisonnement des journaux issus de la clandestinité et disparus par dizaines cinq ans à peine après la Libération. Ce « drame médiatique » fera d'ailleurs l'objet de

notre réflexion annuelle, sur l'héritage de la Résistance, à l'Assemblée nationale, le jeudi 17 novembre.

Ensuite, le vendredi 16 décembre à Issy-les-Moulineaux, nous aurons tous une pensée émue pour l'historien Jean-Michel Gaillard. Cet humaniste avait magnifiquement animé notre présentation du Concours National de la Résistance et de la Déportation sur l'ouverture des camps et les crimes contre l'Humanité. Il est mort, fauché cet été par une maladie implacable. Cette fois-ci nous réfléchirons sans lui à la Résistance et au monde rural.

M. Maurice Druon, président d'honneur de la Fondation de la Résistance, rappelle dans son livre *Le franc-parler*, cette phrase de Sir Wiston Churchill en pleine guerre : « Les empires du futur seront les empires de l'esprit ». Ce défi reste à relever. ●

François Archambault
Président de « MER »
Secrétaire général

de la Fondation de la Résistance

Succès impressionnant de la page « Travaux universitaires » du site Internet de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance »

L'idée de recenser les travaux universitaires (maîtrises, DES, DEA, DESS et thèses) qui traitent de l'histoire de la Résistance en France et à l'extérieur (France libre, gouvernement d'Alger) pendant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi de la vie quotidienne durant les années 1940-1944 (Occupation, régime de Vichy, Libération, Déportation), n'est pas nouvelle ! La réalisation est née d'une conversation entre M^{me} Élisabeth Helfer-Aubrac et le professeur Laurent Douzou qui s'interrogeaient sur l'intérêt évident à leurs yeux, de fournir aux chercheurs, enseignants et étudiants une liste de travaux universitaires déjà réalisés ou en cours sur « ces années noires ». Cette initiative permettait aussi au monde de la recherche historique de disposer d'une source supplémentaire vraiment apte à approfondir leurs travaux.

Aujourd'hui, plus de 3 000 documents universitaires sont recensés sur le site :

www.memoresist.org

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 25 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir ») depuis l'Assemblée Générale Ordinaire de juin 2005.

● Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris

● Tél./Fax : 01 45 66 92 32

● e-mail : memoresist@m-e-r.org

● site internet : www.memoresist.org

● Informations complémentaires sur les sites internet :

www.fondationresistance.org

et www.charles-de-gaulle.org

L'intérêt porté par les chercheurs, enseignants et étudiants sur cette période n'est donc plus à démontrer. Les témoignages bienveillants et élogieux que nous recevons pour ce travail sont nombreux (1). Après que l'idée fut lancée et que M^{mes} Élisabeth Helfer-Aubrac et Colette Galleron s'y consacrèrent, une petite équipe d'administrateurs de « MER » (Marc Fineltin, Jean Novosseloff et quelques autres bénévoles) a continué à rechercher, dans les centres et bibliothèques universitaires, les archives dépar-

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE « MER »

Depuis l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de « MER » de juin dernier, le conseil d'administration et le bureau de l'association sont composés comme suit :

- M. Michel Ambault
- M. François Archambault, président de l'association
- M. Robert Badinier, délégué « MER » pour le Tarn-et-Garonne
- M^{me} Rose de Beaufort d'Estienne d'Orves, déléguée « MER » pour Paris
- M^{me} Jeanne Boucourechliev
- M^{me} Jeannine Calba, déléguée « MER » pour la Côte d'Or
- M. François-René Cristiani-Fassin
- M. Jean-Philippe Desmoulières, délégué « MER » pour le Loir-et-Cher
- M^{me} le docteur Françoise Eagleton
- M. Marc Fineltin, secrétaire général
- M. François Fouré
- M. Thierry Jallerat, trésorier-adjoint
- M. Jean-Pierre Levert, vice-président
- M^{me} Christine Levisse-Touzé
- M. le bâtonnier François-Xavier Mattéoli, vice-président
- Le colonel Michel Morin, délégué « MER » pour le Vaucluse
- M. Jean Novosseloff, secrétaire général-adjoint
- M^{me} Blanche Pineau
- M. Jean-Pierre Renouard, trésorier
- M. Jacques Vistel



Quelques membres du Conseil d'administration de « MER »

1 – MM. Marc Fineltin et François Archambault (de g. à d.)

2 – M. Thierry Jallerat lisant le rapport financier.

3 – M^{me} Rose de Beaufort d'Estienne d'Orves et MM. Jean Novosseloff, Marc Fineltin et François Archambault. (de g. à d.)

4 – M^{mes} Jeanne Boucourechliev et Jeannine Calba aux côtés de M. François Fouré.

Photos : Marc Fineltin

tementales en France et à l'étranger, ces travaux universitaires, en essayant chaque fois que cela était possible d'y ajouter un court résumé. La recherche de ces travaux sur notre site associatif est aisée : elle se fait à partir du nom de l'auteur ou du titre ou d'un thème ou d'un pays ou d'une région ou d'un département (pour la France). Chaque travail universitaire indique : auteur, titre du mémoire, bibliographie (nombre de pages et de volumes), professeur qui a dirigé ce travail et nom du centre universitaire (y compris ses adresses) où il a été soutenu – lieux où ce travail peut être consulté (y compris les adresses et les références d'archives du travail) et souvent un résumé du mémoire.

Tous nos amis, qu'ils soient à Paris ou en province, peuvent y trouver matière à approfondir leurs connaissances de ces années terribles, de l'histoire de leur région, de leur ville, voire de leur commune. Consulter ces travaux universitaires, c'est souvent lire les premières lignes d'un

livre d'histoire générale ou locale de la Seconde Guerre mondiale, des « *Années noires* » et bien sûr de la Résistance.

Pour « Mémoire et Espoirs de la Résistance », ce succès prouvé par des statistiques impressionnantes, est l'une des multiples facettes du travail de mémoire auquel nous nous efforçons depuis de nombreuses années. Ce sont des milliers de visiteurs qui viennent de plus en plus consulter notre site pionnier ! Merci encore à Colette, Élisabeth, Marc et Jean pour leur « longue marche » discrète et désintéressée. ●

François Archambault

(1) Dans son dernier ouvrage *La Résistance française : une histoire périlleuse* le professeur Laurent Douzou, dans le cadre de la bibliographie de son livre, fait référence à ce site, en même temps qu'au rôle croissant des descendants et sympathisants pour assurer la mémoire de la Résistance.

Calendrier des prochaines manifestations de MER

► **Loches. Parcours résistants en forêts lochoises**, le samedi 17 septembre 2005. Renseignements : M. Vincent Audren, délégué départemental de « MER » pour l'Indre-et-Loire – 110 rue de Guigné – 37 600 Beaulieu-lès-Loches.

► **Le Mans. Participation à « la 25^e heure du livre »**, les 8 et 9 octobre 2005. Renseignements : M. Jacques Chesnier, délégué départemental de « MER » pour la Sarthe – La Pataudière – 72 130 Assé-le-Boisne.

► **Deuxièmes « Rencontres et dédicaces du livre résistant »**, le samedi 22 octobre 2005 de 14 h 30 à 18 h 30 à la Fondation de la Résistance – 30 boulevard des Invalides – Paris VII^e. Trente auteurs sont annoncés !

► **Colloque annuel sur l'héritage de la Résistance « De la presse clandestine aux médias d'aujourd'hui »**, le jeudi 17 novembre 2005 de 9 heures à 12 h 30 dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale – place du Palais Bourbon – Paris VII^e. Ce colloque réunira des résistants, des journalistes, des historiens et politologues sous la présidence de M. Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale.

Réservation obligatoire au 01 45 66 92 32 (Tél./fax). Nombre de places limitées.

► **Présentation du thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation « Résistance et monde rural »**, le vendredi 16 décembre de 9 heures à 12 h 30 au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) avec M. André Santini, député-maire, ancien ministre.

► **Soirées thématiques « une soirée, un auteur »** organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) **avec le soutien de « MER »**.

Entrée libre mais sur réservation au 01 40 64 39 41. Les conférences débutent à 18 heures.

● Jeudi 6 octobre 2005

Olivier LALIEU.

La zone grise ? La Résistance française à Buchenwald, Tallandier, 2005.

● Jeudi 17 novembre 2005

France HAMELIN.

Femmes en prison dans la nuit noire de l'occupation. Le dépôt, la petite Roquette, le camp des Tourelles, Tirésias, 2004.

● Jeudi 8 décembre 2005

Bernard LÉVI.

X bis. Un juif à l'École polytechnique. Mémoires 1939-1945, Calmann-Lévy, 2005.

Stéphane ISRAËL.

Les études et la guerre, les normaliens dans la tourmente, Presses de l'ENS, 2005.

Association pour des Études sur la Résistance

LA TRANSMISSION DE L'HISTOIRE DE LA RÉSIS

L'AERI travaille à transmettre l'histoire de la Résistance avec :

- La réalisation de cédéroms sur la Résistance locale dans les départements ou régions.
- La mise en évidence des valeurs pour lesquelles la Résistance a combattu, dans le but de susciter, dans les établissements scolaires, un « engagement d'action » de la part d'élèves ; de motiver les jeunes à prendre conscience des « valeurs d'aujourd'hui » et à soutenir un projet.

L'opération cédéroms sur la Résistance locale

L'opération cédéroms sur la Résistance dans les régions, coordonnée par l'AERI depuis plus de six ans, a déjà édité neuf cédéroms et un dévédérom. La Lozère et l'Orne sont prévus d'ici la fin de l'année.

Cette campagne de recherche part de l'idée que la Résistance est fondamentalement un phénomène de nature locale. L'AERI a choisi de situer ces histoires de la Résistance au niveau départemental⁽¹⁾, le plus pertinent pour comprendre le contexte dans lequel s'est constituée et organisée la Résistance.

La présentation sur cédéroms a plusieurs objectifs essentiels : d'une part, intéresser les jeunes générations, d'autre part, proposer un outil simple d'utilisation aux enseignants, enfin, faciliter la création de bases de données.

La présentation sur cédéroms permet de :

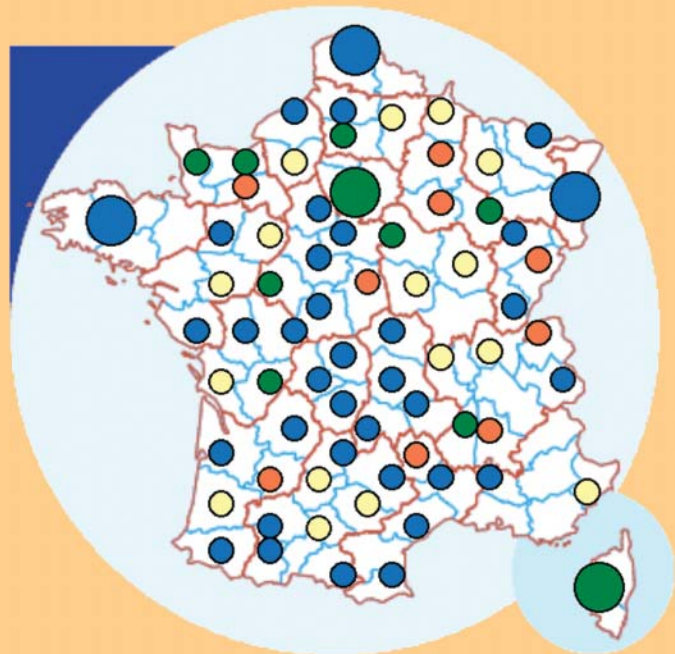
- **Rassembler sur un même support les documents et les connaissances** concernant l'histoire de la Résistance locale à partir d'un collationnement des monographies existantes, et des différents fonds d'archives publics et privés, des études scientifiques, des témoignages. Rarement ils ont été regroupés en une synthèse cohérente. Ces données sont souvent dispersées sous la forme de témoignages connus, faute d'avoir été rapprochés.

- **Sauvegarder et transmettre aux jeunes générations** les documents qui constituent le patrimoine de la mémoire résistante ; ce patrimoine est souvent menacé de disparition parce qu'entre les mains de personnes privées, n'ayant pas le moyen d'en assurer la pérennité, et réalisés sur des papiers de mauvaise qualité, se dégradant dangereusement.

- **Travailler à cette histoire** afin de la faire progresser. Exploiter les sources d'archives, parmi lesquelles les sources nouvelles encore peu connues des chercheurs. Présenter cette histoire dans sa cohérence et sa dynamique.

- **Mettre en évidence les valeurs pour lesquelles la Résistance a combattu.** Elles conti-

OPÉRATION CÉDÉROMS SUR LA RÉSISTANCE DANS LES RÉGIONS (*) COLLECTION HISTOIRE EN MÉMOIRE 1939-1945 DE L'AERI



- **9 cédéroms et 1 dévédérom édités (17 départements) :** Ardèche, Calvados, Charente, Corse, Haute-Marne, Ile-de-France, Indre-et-Loire, Manche, Oise, Yonne.
- **cédéroms à paraître fin 2005 ou 2006 :** Aube, Cher, Doubs, Drôme, Haute-Savoie, Lot-et-Garonne, Lozère, Marne, Orne, Corse (réédition), Oise (réédition).
- **cédéroms à paraître en 2007 :** Ain, Aisne, Alpes-Maritimes, Ardennes, Charente-Maritime, Côte d'Or, Eure, Haute-Garonne, Landes, Loire, Maine-et-Loire, Meuse, Nièvre, Sarthe, Tarn, Tarn-et-Garonne.
- **Autres cédéroms en cours :** Allier, Alsace, Ariège, Aveyron, Basses-Pyrénées, Bretagne, Cantal, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Eure-et-Loir, Gard, Gers, Gironde, Haute-Loire, Hautes-Pyrénées, Haute-Vienne, Hérault, Indre, Loiret, Loir-et-Cher, Lot, Mayenne, Moselle, Nord et Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Puy-de-Dôme, Savoie, Seine-Maritime, Somme, Vaucluse, Vienne, Vendée.

Légende : ○ CD-ROM départemental ○ CD-ROM régional

(*) dates approximatives de parution

nent d'être valables et doivent être citées en exemple à la jeunesse d'aujourd'hui.

L'originalité de ces recherches réside dans la **décentralisation de l'opération** nécessaire pour

tenir compte des particularismes locaux. Elle permet une meilleure intégration des travaux dans la réalité locale, une meilleure prise en compte des archives, une meilleure vérification des témoignages. La spécificité du travail est

nce Intérieure (AERI)

TANCE AUX NOUVELLES GÉNÉRATIONS

de s'attacher à **toutes les formes de Résistance**, quel que soit le degré d'implication dans le déroulement historique. Enfin, la composition des équipes, mêlant notamment enseignants, résistants, archivistes et historiens, permet de **préserv**er les témoignages, tout en portant un **regard scientifique**, seule façon d'approcher la vérité dans les meilleures conditions.

Grâce à ces travaux, **est en train de se constituer la « base Internet » la plus détaillée qui soit sur les événements de Résistance.**

Valeurs de la Résistance, Valeurs d'Aujourd'hui : bilan de l'année scolaire 2004-2005

L'AERI, vient de terminer sa troisième année expérimentale en vue de vérifier que nous pouvions intéresser les élèves aux valeurs de la Résistance et les amener à se les approprier.

Cette troisième année a confirmé nos intuitions. La Résistance est une excellente voie d'accès à l'intérêt des élèves. Les motivations des résistants excitent leur curiosité. Les qualités dont les résistants ont dû faire preuve rejoignent leurs propres idéaux. La volonté d'établir une République sociale à la Libération les interpelle.

Ils ont aussi été sensibles à la possibilité qui leur est offerte de « mener une action » pratique pendant quelques mois en soutien d'une de leurs valeurs (solidarité, respect, etc.).

Nous avons donc offert aux enseignants intéressés de participer avec leurs élèves à une campagne d'une durée de sept mois répartis sur l'année scolaire.

L'année scolaire 2004-2005 nous a permis de travailler avec trente-cinq classes soit presque un triplement par rapport à la campagne précédente.

► **Extension à de nouveaux établissements.**

Nous sommes intervenus dans des collèges et lycées d'Ile-de-France et de province (Alençon, Besançon, Château-Thierry, Hazebrouck, etc.). Les élèves de troisième à la première étant plus particulièrement concernés.

Même s'ils éprouvent des difficultés à les exprimer d'une manière claire et explicite, les jeunes ont des valeurs qui ne demandent qu'à être éprouvées dans l'action.

On constate l'émergence :

- d'un fort potentiel de valeurs fondamentales, qui s'expriment de manière « naïve » et directe ;
- de valeurs refuges de proximité (famille, amitié) qui les protègent de l'anonymat et des incompréhensions dont ils peuvent faire l'objet ;
- d'une méfiance pour les modèles proposés par les adultes ;
- d'une attente de valeurs porteuses reliées à des adultes « exemplaires » dont les résistants semblent être les ultimes « héros » crédibles ;
- d'un manque de valeurs spirituelles dû probablement à la propagation d'un dogmatisme religieux qui en étouffe l'expression ;
- les jeunes sont partagés, pour agir, à s'engager dans des structures politiques existantes ou inventer des « regroupements » leur permettant d'influer sur une réalité qui les écrase ;
- à la différence des valeurs de liberté collective de la Résistance, ils sont dans l'urgence de défendre leur liberté individuelle et leur individualité (avec des dérives possibles vers l'individualisme) ;
- ils sont prêts à un engagement de proximité avec une forte solidarité pour leur environnement proche ;
- ils restent cependant en quête de structures qui lutteraient contre les inégalités et ne savent pas qui pourrait les aider. Cela les renvoie à leur propre solitude et à leur propre impuissance face à leur désir de pouvoir mettre en pratique leurs valeurs.

Il est essentiel de constater que leur appropriation de ces valeurs prend des formes qui leur sont propres et qu'elles ne sont pas forcément immédiatement décodables ou appréciables par les adultes.

► **Interventions dans des classes difficiles.**

Nous avons profité de cette année scolaire pour vérifier si la même méthode était utilisable avec des classes « difficiles ». Nous qualifions ainsi des classes où la violence est latente. Nous voulions vérifier si notre outil méthodologique était valable dans des LEP (lycées d'enseignement professionnel) où les enseignants se heurtent parfois à de gros problèmes.

Les premiers résultats ont, d'ores et déjà, été positifs. Les enseignants trouvent très bénéfique l'action de l'AERI et lui apportent leur coopération entière.

La présence de résistants ou de déportés à nos côtés, dans la phase initiale, facilite considéra-

blement la prise de contact. La curiosité des élèves les amène à sympathiser et à se montrer ouverts. Il faut ensuite réussir à maintenir leur intérêt.

Nous avons constaté que, sous réserve d'avancer plus lentement et prudemment, nous pouvions mettre en œuvre notre méthodologie générale. L'objectif n° 1 est d'apaiser le climat de la classe. Le second est d'amener les élèves à s'exprimer devant leurs camarades et à s'écouter mutuellement. Ils n'ont pas l'habitude de le faire.

Les enseignants se sont étonnés du changement positif de l'état d'esprit de leur classe.

Notre opération se révèle porteuse pour les valeurs dynamiques de la Résistance, pour l'image positive et référentielle que nous donnons des résistants. Elle aide les élèves à prendre conscience des « valeurs » dont ils sont porteurs. Elle les amène à conduire par eux-mêmes une action efficace, avec une certaine autonomie par rapport aux adultes. Elle leur apporte la satisfaction d'une réussite possible dans cette action, même si leurs résultats scolaires sont très faibles.

Cette expérimentation soutenue par des collectivités locales et la Fondation d'entreprise pour la citoyenneté de la RATP devrait être étendue pendant l'année 2005-2006 grâce à de nouveaux partenaires, dont la Ligue de l'Enseignement.

Nous espérons aussi pouvoir développer une structure régionale, grâce à l'intervention de quelques-uns des enseignants les plus expérimentés dans cette opération. ●

(1) régional dans quelques cas.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

● **Siège social et bureaux :**

16-18 place Duplex 75015 Paris

● **Tél. :** 01 45 66 62 72

● **Fax :** 01 45 67 64 24

● **E-mail :** contact@aeri-resistance.com

● **Site internet :** www.aeri-resistance.com

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

Ma guerre: odyssee d'un chirurgien (1939-1945).
Paul-Abraham Aboulker.
L'Harmattan, 144 p.

Les cimetières militaires en France. Architecture et paysage.
Anne Biraben.
Préface d'Alfred Grosser.
L'Harmattan, 215 p., 19 €.

L'Armée en Résistance. France, 1940-1944.
Bernard de Boisfleury.
Préface d'Henri Amouroux.
L'Esprit du livre éditions (5, allée des Glycines - 92260 Fontenay-aux-Roses), 718 p., 31 €.

La répression nazie en Basse-Normandie pendant la Seconde Guerre mondiale. Actes du colloque du 25 avril 2004.
Centre de Recherche d'Histoire Quantitative.
Équipe Seconde Guerre mondiale. Mémorial. CNRS, Université de Caen - Basse Normandie.
Préface de Philippe Duron, président du Conseil régional de Basse-Normandie.
143 p., 20 €.

La France Libre. Actes du colloque international tenu à l'Assemblée nationale les 15 et 16 juin 2004.
Fondation de la France Libre.
Fondation Charles de Gaulle.
Charles Lavauzelle, 371 p.

Les saint-cyriens dans la Résistance.
Actes de la journée d'études historiques du 20 septembre 2002 à l'IEP d'Aix-en-Provence.
Charles Lavauzelle, 181 p.

Déportés de l'Isère 1942-1943-1944.
Ouvrage coordonné par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.
Conseil général de l'Isère.
Préfaces d'André Vallini, président du Conseil général de l'Isère et de Michel Destot, maire de Grenoble.
Avant-propos de Denis Peschanski.
Presses Universitaires de Grenoble (04 76 82 56 51), 346 p., 30 €.

Femmes dans la guerre, 1939-1945.
Textes de présentation par Claude Quélet.
Larousse/Le Mémorial de Caen, 239 p.

La Recomposition des droites en France à la Libération, 1944-1948.
Sous la direction de Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier.
Presses universitaires de Rennes, 389 p.

Le camp. 100 témoins racontent la barbarie nazie et l'horreur concentrationnaire (rééd.)
Éditions du gibier de potence (BP 120 - 71 400 Autun), 141 p., 8 €.
Ces témoignages ont été recueillis en 1945 par le Service d'information des crimes de Guerre et édités dans un document intitulé «camp de concentration» par l'Office français d'édition.

1939-1945, Delphin Debenest: un magistrat en guerre contre le nazisme: invasion, résistance, Buchenwald, Nuremberg.
Delphin Debenest et Dominique Tantin.
Geste, 399 p.

Enfants cachés, enfants sauvés: l'exemple du Loir-et-Cher
Gérard Ferrand
Alan Sutton (02 47 60 66 00), 156 p.

Ravensbrück. Un complexe concentrationnaire.
Bernhard Strebel.
Préface de Germaine Tillion.
Traduit de l'allemand par Odile Demange.
Fayard, 764 p., 30 €.

Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.
Liora Israël.
Fayard, 547 p., 28 €.

Clichés barbares. Mes récits de Ravensbrück.
Jeanne Letourneau.
Préfaces de Marie-Josée Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation; de Christophe Béchu, président du conseil général de Maine-et-Loire et de Jean-Claude Antonini, maire d'Angers.
Archives départementales de Maine-et-Loire, 104 p.
Restés jusqu'à ce jour inédits, le récit et les dessins réalisés dès son retour de Ravensbrück par Jeanne Letourneau, professeur de dessin au lycée Joachim du Bellay d'Angers sont aujourd'hui publiés par les archives départementales de Maine-et-Loire où ils sont désormais conservés.

X bis. Un juif à l'École polytechnique. Mémoires 1939-1945.
Bernard Lévi.
Calmann-Lévy, 249 p., 16 €.

Et la lumière fut (rééd.).
Jacques Lusseyran.
Éd. du Félin (01 44 64 11 50), coll. Résistance Liberté-Mémoire, 352 p.

La presse quotidienne grenobloise. Septembre 1939-août 1944. L'information en temps de guerre.
Bernard Montergnole.
Presses universitaires de Grenoble, 465 p.

Chaque printemps les arbres fleurissent à Auschwitz.
Photographies de Guillaume Ribot. Textes de Tal Bruttman.
Préface de Michel Destot, maire de Grenoble, député de l'Isère.
Ville de Grenoble, 127 p.

Animation et propagande. Les dessins animés pendant la Seconde Guerre mondiale.
Sébastien Roffat.
L'Harmattan, 326 p., 27,50 €.

La bibliothèque vide et le Mémorial de l'Holocauste de Berlin. Lieux de mémoire pour construire l'Histoire.
Régis Schlagenhauffen.

Préface de Freddy Raphaël.
L'Harmattan, 186 p., 16,50 €.

Guerres et soldats au cinéma.
Pascal Vennesson.
L'Harmattan, 308 p., 26 €.

La vigne du maréchal Pétain/ou un faire-valoir bourguignon de la Révolution nationale.
Jean Vigreux.
Éditions Universitaires de Dijon (4 boulevard Gabriel - 21000 Dijon), coll. sociétés, 106 p., 16 €.

La Résistance. Hommage à ceux qui ont dit non.
Alain Vincent.
Préface de Maurice Kriegel-Valrimont.
Alan Sutton (02 47 60 66 00), 128 p., 19 €.

Dernière minute

Le Lien, numéro spécial sur le soixantième anniversaire de la Libération des camps de déportation.

Un numéro spécial du bulletin *Le Lien*, publication des «Amitiés de la Résistance», association amie que préside le professeur Charles Berenholc, par ailleurs président du COSOR et vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance, est consacré au soixantième anniversaire de la Libération des camps de déportation. Cet événement considérable avait marqué l'année 1945, en même temps que la fin progressive de la Seconde Guerre mondiale.

A LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

La Résistance française, une histoire périlleuse.

Laurent Douzou.
Éditions du Seuil, collection Points-Histoire, série «L'histoire en débats», 2005, 365 p., 9,50 €.

Ce premier essai d'historiographie de la Résistance paraît directement en poche dans une collection de référence - marquée notamment par la parution,

en 2004, de *Penser la Grande Guerre*, d'Antoine Prost et Jay Winter. L'évolution retracée par Laurent Douzou n'est pas sans point commun avec ce dernier ouvrage, dans la description des transformations de l'écriture de leur objet d'étude. Car, pour l'une comme pour l'autre des deux guerres mondiales du XX^e siècle, les vingt dernières années ont été marquées par élargissement des perspectives vers une description des « sociétés en guerre » où combattants et résistants sont désormais analysés dans leur relation avec le reste du corps social et en tant que « micro-sociétés ». Cependant, s'il y a un débat commun à ces deux historiographies, c'est la question récurrente du statut du témoignage, immédiatement posée par les historiens et les acteurs eux-mêmes devant la floraison des souvenirs parus dès la fin de chacun des conflits, mais qui continue à diviser les historiens. En même temps qu'il livre une mine d'informations pour « l'honnête homme » désireux de trouver des repères solides dans le dédale des publications sur la Résistance, l'ouvrage de Laurent Douzou apporte avant tout une contribution essentielle à la clarification de ce débat. Le légendaire, comme le rappelle d'abord l'auteur, est constitutif de l'histoire même de la Résistance, y compris pour ses acteurs les plus épris de rigueur historique : si l'agrégé d'histoire Brossolette compare à Londres ses camarades morts aux héros d'Homère, ce n'est pas un pur effet de propagande. Comme la « belle mort » des héros grecs, la mort des Résistants a pour leurs camarades un sens moral, qui implique que les motivations et les actes de ceux-ci doivent être connus et proclamés, parce qu'ils participent de la constitution d'une élite. On songe

à l'expression du résistant Henri Frenay dans *Combat* (janvier 1943) : « *Les hommes se jugent à leur valeur morale, sur l'identité entre leur parole et leurs actes* ». Pour nombre de résistants, leur engagement, authentifié par le risque de la mort, est vécu comme le creuset d'une relève destinée à pallier la faillite des élites traditionnelles en 1940. Cependant, ceci n'empêche pas ceux qui veulent narrer dès cette époque l'expérience résistante (Kessel, Char) d'exprimer la difficulté de décrire un phénomène qui peut prendre la forme d'un « héroïsme » au quotidien ou collectif, de rendre compte aussi du bonheur paradoxal procuré par la densité de la vie clandestine, incomparable au temps de paix (cf. l'image d'une « *paradisique période d'enfer* » employée par Jacques Bingen).

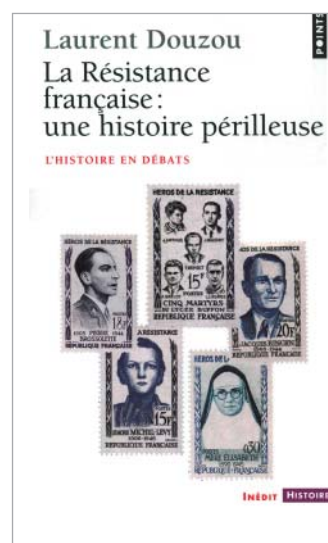
Cette vision initiale d'une dette à assumer, d'une histoire utile à la Nation, mais aussi d'un vrai défi méthodologique, explique qu'après la Libération, la Résistance soit au premier plan des méthodes d'élaboration d'une histoire du temps présent prônées par le Comité d'histoire de la Guerre. Présidé par Lucien Febvre, assisté d'Henri Michel, celui-ci pilote notamment la mise en place d'un réseau de correspondants départementaux, une campagne de recueil de plus de 1 500 témoignages pendant près de dix ans, une campagne à plus long terme de préservation et de collecte de documents. Ayant expérimenté cette étape qui consistait en fait à « inventer » les sources d'une histoire future, le Comité n'hésite pas non plus à encourager dès 1955 la rédaction de travaux universitaires, contre les règles de distance temporelle en vigueur dans l'université et à les confier à des historiens ayant appartenu à la Résistance (la collection « Esprit de la Résistance » aux PUF) tout en incitant des étudiants à s'y lancer. En déduire de cet appel constant aux acteurs eux-mêmes que le Comité ait entrepris de faire une « histoire pieuse » serait faire une erreur profonde de perspective. C'est Febvre, chef de file de l'École des Annales, qui incite les acteurs et les témoins de l'occupation à prendre la plume, pour « donner leur version

des événements », se méfiant par avance d'une histoire qui serait élaborée uniquement à froid par les générations futures ! Et de fait, force est de constater que les témoignages recueillis par le Comité continuent d'être une source irremplaçable pour les études les plus récentes sur la Résistance. Par ailleurs, il est frappant de voir que les historiens résistants du Comité eux-mêmes ont eu à subir les reproches de leurs camarades, qui ne se reconnaissaient pas dans une histoire « desséchée ». De fait, pris entre la parole des témoins et les exi-

des problématiques. C'est lui qui explique, par exemple, la multiplication d'études collectives sur les femmes, les étrangers, les Juifs dans la Résistance, présents en tant qu'individus dans l'historiographie antérieure. C'est lui surtout qui a permis, après la remise radicale en question, dans les années 1970, du mythe de « l'esprit de Résistance » des Français, de parvenir à une analyse dynamique de la relation entre la Résistance et les Français, tenant compte des représentations et comportements spécifiques à un régime d'occupation et des besoins des organisations clandestines.

Enfin, parler de passage « de la mémoire à l'Histoire » est caricaturer le rôle singulier des acteurs dans cette historiographie. Leur discours n'a été ni lénifiant ni immuable, mais celui d'acteurs conscients de jouer leur rôle nécessaire dans une histoire amenée à évoluer : les divisions internes à la Résistance n'ont pas été occultées (des mémoires du colonel Passy aux ouvrages d'Henri Noguères), de nouveaux témoignages ont joué un rôle décisif dans les tournants historiographiques (qu'on songe à la parole libérée des communistes Pannequin et Tillon), la conscience chez les résistants de la difficulté de comprendre leur propre expérience est assumée et intégrée à leur récit aussi bien chez un Jean Cassou dans les années 50 que chez un Philippe Viannay trente ans plus tard. Surtout, le renouvellement récent de l'historiographie de la Résistance est en partie dû à des acteurs devenus historiens : Daniel Cordier et Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Bien plus, Laurent Douzou relève le nouveau type d'écriture à l'œuvre chez certains enfants de résistants (Waysand, Aude Yung de Prévaux, François Maspéro), qui font de l'enquête familiale une quête identitaire, nourrie de l'historiographie savante. Le monopole futur d'une histoire « froide » sur ce que qui continue à être un phénomène peut-être aussi décisif pour l'identité nationale que la Révolution Française est sans doute une illusion. ●

Bruno Leroux



gences de l'Université, c'est plutôt un ultra-positivisme que traduit l'initiative la moins fructueuse du Comité, l'établissement d'une chronologie nationale des faits de Résistance, condamnée à l'impasse par manque de réflexion préalable sur la définition même de la Résistance. Si l'histoire de la Résistance a considérablement évolué depuis les années 1970, c'est pour des raisons très hétérogènes. Certes, il y a la disponibilité très progressive des archives : la loi de 1979 a représenté le palier le plus important de ce point de vue ; le retard pris par l'histoire des réseaux rattachés au BCRA et, à plus forte raison, au SOE ou à l'IS britannique, lui est largement dû. Mais le changement progressif de perspective intégrant l'histoire sociale et culturelle, commun, on l'a vu, à l'étude des deux guerres mondiales, est un facteur aussi décisif pour expliquer le renouvellement

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site

www.fondationresistance.org

à la rubrique « Nous avons lu »

LA MANIFESTATION PATRIOTIQUE DU 28 MARS 1941 À MARSEILLE.

Le 25 mars 1941, la Yougoslavie contrainte et forcée signe le pacte tripartite et rejoint l'Axe. Deux jours plus tard, un coup d'état militaire renverse la situation, le régent Paul est remplacé par le jeune Pierre II et le général Simovitch se voit confier le gouvernement favorable aux intérêts alliés. Le 28, dans tout le pays des manifestations hostiles aux Allemands et aux Italiens se multiplient.

En signe de soutien au roi Pierre II de Yougoslavie, des étudiants et lycéens marseillais décident d'organiser une manifestation hostile à l'Axe, la première du genre à Marseille. À cette occasion, un étudiant M. Roger Clapier, l'un des organisateurs de cette manifestation eut l'idée de prendre des photographies. Grâce à lui nous pouvons publier ces clichés inédits et retracer leur histoire.

Dès la rentrée universitaire 1940-1941, spontanément un petit groupe d'étudiants marseillais, répondant à l'Appel du général de Gaulle, se constitue. Ils prennent l'habitude de se retrouver à l'Association générale des étudiants de Marseille pour discuter des modes d'action à mettre en œuvre. Rapidement, ils prennent la décision de rédiger et diffuser des tracts et des papillons patriotiques qui bientôt fleurissent sur les portes d'immeubles et les panneaux de signalisation de la cité phocéenne ⁽¹⁾.

Le 27 mars 1941, inspiré par la manifestation des étudiants du 11 novembre 1940 à Paris et, face aux événements yougoslaves, ce groupe informel décide de «faire quelque chose» et l'idée d'organiser une manifestation sur la voie publique, en soutien au roi Pierre II de Yougoslavie, voit le jour, d'autant plus qu'existe à Marseille un monument à la mémoire d'Alexandre I^{er} de Yougoslavie et que la ville a toujours eu des relations particulières avec les Balkans ⁽²⁾.

Rappelons, en effet, que le 9 octobre 1934, Alexandre I^{er} de Yougoslavie a été assassiné par un Oustachi, place de la Bourse (actuellement place Charles de Gaulle) lors d'une visite officielle en France ainsi que Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, venu l'accueillir à Marseille. Une plaque de bronze a été rapidement inaugurée pour indiquer l'endroit de cet attentat tandis qu'un monument plus imposant a été érigé dans les jardins de la préfecture à l'angle de la rue de Rome et du boulevard Salvator.

La décision de fleurir ce monument et cette plaque est prise par ce groupe d'étudiants tout comme le fait d'y associer les lycéens et les collégiens et de la ville.

Roger Clapier se souvient que le 28 mars : « par quatre ou cinq nous sommes allés fleurir le monument. Mais auparavant, nous avons eu soin de "truffer" nos bouquets de tracts et papillons anti-allemands. Le lendemain, en constatant que ces gerbes contenaient des tracts, les forces de l'ordre ont procédé à leur enlèvement pour les déposer devant le monument dédié aux Mobiles de 1870 après avoir pris soin de retirer toute notre littérature ! ». Effectivement, la police dont on identifie les agents sur certains clichés ne réprime pas la manifestation et n'intervient que pour assurer la circulation et canaliser la foule des manifestants, « car très rapidement de nombreux marseillais se sont joints à nous » précise M. Clapier.



Marseille, le 28 mars 1941, manifestation hostile à l'Axe. Une foule nombreuse vient fleurir le monument de la préfecture à la mémoire du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie. Sur le cliché de gauche, un homme se découvre en passant devant le monument.

Photographie prise clandestinement par M. Roger Clapier.



Cette première manifestation de rue, ensuite propagée par Radio Londres, traduit en fait la volonté de la résistance marseillaise de marquer l'opinion publique ⁽³⁾ au moment où commence à se ressentir une désaffection du régime de Vichy. ●

Frantz Malassis

(1) Résistant dès octobre 1940, Roger Clapier est arrêté par la police française le 15 mai 1941 pour avoir collé un tract sur un poteau à l'angle de la rue Isoard et du boulevard de la Madeleine (actuellement boulevard de la Libération). Libéré sans avoir parlé après 48 heures d'interrogatoire musclé, il poursuit son activité notamment dans la confection de faux papiers et la collecte de renseignements portuaires. Chef adjoint du réseau OSS Abbé Blanc, recherché en juillet 1944 par la *Gestapo*, il se réfugie à Saint-Andiol. Responsable de l'Armée Secrète pour le secteur au sud de la Durance (Noves, Saint-Andiol, Verquières, Cabanes, Cavaillon, Orgon), il participe à la sécurisation et à la libération du secteur.

Dès son retour à Marseille, en septembre 1944, il est nommé au cabinet de Raymond Aubrac, commissaire de la République, où il est chargé des affaires juridiques.

(2) Pendant la Grande Guerre, tous les départs de troupes françaises vers le front d'Orient se faisaient à partir de Toulon ou Marseille. Un monument en souvenir des morts d'Orient est d'ailleurs érigé sur la Corniche.

(3) Cf. « Naissance de la Résistance à Marseille » de Robert Mencherini in *Provence historique* tome XLIV, fascicule 178, octobre-novembre-décembre 1994, pp 441 à 452.

